

La patrie

La liberté dans tout ça?

Daniel Laprès évoque un sujet important qui a été oublié durant notre psychodrame sur les accommodements religieux p. 3

Global village

Loss of a true leader

Beryl Wajzman on Bobby Kennedy and the loss of true leadership and courage in the politics of our time p. 11

L'économie

NON au catastrophisme

Nathalie Elgrably-Levy en appelle à l'usage de la raison dans le débat environnemental p. 15

Society

Éducation

Mathieu Laberge montre comment les parents pourraient faire bénéficier leurs enfants d'une école meilleure. p. 19

Arts & style

Ingredients gone wild

Chef Nancy Hinton on some of the wild, indigenous Quebec ingredients now coming into season p. 23

Ensemble et libres Together and free

THE MÉTROPOLITAIN

12 JUIN 2008 • VOL. I, NO 4

THE BILINGUAL JOURNAL OF REFLECTION, OPINION AND THE ARTS • LE JOURNAL BILINGUE DE RÉFLEXION, OPINIONS ET LES ARTS

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA



Downtown merchant Jimmy Rovolis strains as he hides his tobacco in compliance with a new law that requires tobacco products be hidden from public view.

Where will it STOP?

As merchants accommodate a new round of tobacco-related restrictions, Quebecers grow wary of our officials growing enthusiasm to regulate our lives

Tobacco products vanished from shelves June 1 as store owners across Quebec struggled to meet the demands of a new law that requires all smoke-related merchandise be kept from public view.

By the end of the year, all Canadians, with the exception of Newfoundlanders, will be seeing the change put into action in an attempt described by anti-tobacco lobbyists as a means to “de-normalize” the product and prevent children from being exposed to advertising.



ISAAC OLSON

The Quebec tobacco cover-up

Tobacco shops aren't affected by the law, but all other tobacco dealers, like convenience and grocery stores, are. Forced to pay for the specialized cabinets out-of-

Continued on page 4



VINCENT GELOSO

Politique

Un débat trop large

En 2006, Mario Dumont commençait à dénoncer les accommodements raisonnables. Plusieurs étaient au début ravis de constater qu'un homme politique osait dénoncer les concessions inacceptables faites à des groupes religieux au sein des institutions publiques. Néanmoins, on a vite réalisé qu'une boîte de pandore venait d'être ouverte. En l'espace d'à peine un an, nous avons vu se multiplier les aboiements, les récriminations. Les lamentations

s'étendirent plus loin que la sphère des accommodements raisonnables. Les éléments les plus nationalistes sont ceux qui ont le plus contribué à inclure l'immigration et la langue afin de faire porter le débat sur l'identité. C'est vite devenu de la folie. La pire des folies dans un monde de fous est d'essayer d'être raisonnable.

Ceci dit, le rapport de la commission Bouchard-Taylor est relativement satisfaisant puisqu'il a respecté son mandat sans jeter aux poubelles sa

Suite en page 5



DAN DELMAR

Our money, our city

Parking revenues double in 2007

Montreal made almost twice as much in 2007 from parking revenues as it did the previous year and City Hall says: mission accomplished.

Stationnement de Montréal (SDM) handed the city just under \$40-million last year, up from over \$21-million in 2006. A staggering increase in a single year, but “what’s staggering is that parking meter rates were frozen for so long,” said Councillor Marvin Rotrand.

“What’s staggering is that from 1994 to 2001, the former administration neglected public transit,” said Rotrand, who speaks for the city on the parking issue. “It’s hard to believe that our commercial streets

had \$0.50 per hour parking.”

Cheap spots are now a distant memory. The city raised rates at the beginning of last year to between \$1 and \$3 per hour, depending on the area. Coupled with the systematic elimination of parking spots in the downtown core, the city’s strategy seems to be to cram the public transit option down the throats of Montrealers whether it works for them or not. What makes the tactic curious though is that according to Wendell Cox of the Frontier Center for Public Policy and one of North America’s experts on urban transport, no major city has ever been able to reduce private car use by

Continued on page 10

LES MILLE MOTS

THE THOUSAND WORDS

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

PHOTO BY ROBERT J. GALBRAITH



THE MÉTROPOLITAIN

Ensemble et Libres ~ Together and Free

Édifice Hermès, Tour A, Suite 355, 1470 rue Peel,
Montréal, QC, Canada, H3A 1T1

Tel: 514-759-8541

Fax: 514-759-8544

e-mail: info@themetropolitain.ca

Rédacteur en chef et Éditeur
Beryl P. Wajzman

Managing Editor and Deputy Publisher
Anthony Philbin

Rédacteur-adjoint principal
Daniel Laprès

Contributing Editor
Brigitte B. Garceau

Coordonnateur, Affaires internationales
Leonard Dykier (Paris)

Copy Editor
Ray Doucet

Photojournaliste
Robert J. Galbraith

Editorial Artwork
Roy Piperberg, Melissa K. Wheeler

Ventes et Marketing
Genevieve Maclean

IT Director
Valeri Prudnikov

Webmestre
François Charbonneau

Editorial staff

*Alidor Aucoin, Daniel K. Bartlett, Dan Delmar, Vincent Geloso,
Louise V. Labrecque, Pierre K. Malouf, Jessica Murphy,
Isaac J. Olson, Peter Sauvé, P.A. Sevigny,
David Simard, Sharman Yarnell*

Editorial contributors

*Rouba Al-Fattal, Alain-Michel Ayache, Germain Belzile,
Jean-Charles Chebat, Duff Conacher, Esther Delsle,
Robert Elman, Patrick C. Gagnon, Julius Grey, Rudyard Griffiths,
Nancy Hinton, Barbara Kay, David Kilgour, Rémi Landry,
Marc Lebus, Lewis W. Mackenzie, Timothy Mak, Annette
Paquot, John Parisella, Andrei Piontkovsky, Daniel Romano,
David Solway, Francis Tourigny, Albert A. Zbily*

Strategic Counsel
Charles S. Coffey

Design and Production
 www.philbin.ca

Letters and Submissions

The *Métropolitain* encourages letters and submissions from our readers in both official languages. SVP envoyer vos textes à:

submissions@themetropolitain.ca

Disclaimer

All materials accepted for publication may be subject to editing. *The Métropolitain* aims to meet the need for original and unconventional thought and opinion on local, national and international affairs. The opinions and views expressed by the contributors to *The Métropolitain* are strictly their own and do not necessarily represent those of the ownership, its advisors, members or editors. *The Métropolitain* does not accept responsibility for the views expressed in any letter, article or comment that appears in these pages. It does accept responsibility for giving these submissions the chance to appear. No reproduction is permitted without prior written permission from the Publisher or Deputy Publisher. Any and all reproductions must clearly credit the specific issue, article and author as they originally appeared in *The Métropolitain*.

The Thousand Words is made possible
through the generous support of:

Maison Joseph Battat

the
metrontario
group



Daniel Laprès
L'Intempestif

LA PATRIE

CETTE LIBERTÉ DONT ON N'A SURTOUT PAS PARLÉ DANS LE DÉBAT SUR LES ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX

Et la liberté dans tout ça ?

Il y a une chose dont on n'aura pas beaucoup entendu parler durant notre interminable psychodrame sur les accommodements *religieux*. Cette chose-là, c'est la liberté. En effet, peu de gens dans les médias ni parmi les bien-pensants de tout poil, et encore moins chez les politiciens, auront relevé le fait que c'est toujours la liberté, ce socle sur lequel repose la démocratie libérale, qui est la première à être remise en cause lorsque les adeptes des sectes religieuses s'efforcent d'imposer leurs coutumes superstitieuses à la société. Le principal discours qu'on aura entendu chez la plupart des éditorialistes, commentateurs et politiciens racoleurs de votes, pourrait en substance se résumer par un insipide : « Tout le monde y est ben beau, tout le monde y est ben fin, les religions sont toutes ben cool. »

Le problème, c'est que dans le monde réel, les religions sont tout sauf cool. En fait, elles donnent froid dans le dos quand on prend conscience de leurs perpétuels méfaits. D'abord, elles sont toutes, sans exception, fondées sur de pures fables ou rêveries obscures collectées dans ce que les adeptes des croyances superstitieuses appellent des « livres sacrés » : la bible, le coran, la torah et j'en passe car il existe une quantité phénoménale de soi-disant « révélations », dont chacune est censée être plus « divine » que les autres. Puis, une fois déclarés « sacrés » par des « prophètes » ou « messies » autoproclamés, ces mêmes recueils de fables et de rêveries sont censés codifier la vie non seulement des dévots eux-mêmes, mais aussi et c'est là que le bât blesse celle de la société dans son ensemble.

C'est comme ça qu'on en arrive à comprendre tout de travers ce qu'est le sacré, un terme qui est d'ailleurs beaucoup trop identifié à la religion. Chez les dévots, on n'a que mépris pour la réalité et pour le tangible qui se perçoit par les sens dont la nature nous a dotés. En un mot, pour un



Goya - Le sommeil de la raison engendre des monstres.

dévot, le sacré ne se situe pas dans la vraie vie, mais plutôt dans le recueil de fables propre à sa religion, et dans des objets et comportements autour desquels tournent les pratiques superstitieuses inspirées par les dogmes surnaturels. Avec pour ultime conséquence que, sur la motte de terre que l'humanité a en partage, on s'entretue encore de nos jours pour l'amour de dieu, on s'égorge aussi, on décapite, on pend, on assassine des gens pour cause de « blasphème » contre des dogmes irrationnels, des préceptes superstitieux ou des recueils de fables. Pour la religion donc, l'être humain, dans sa vie réelle, n'a absolument rien de sacré et il n'a aucune espèce

d'importance. C'est pourquoi les religions peuvent se permettre impunément, elles, de blasphémer. Elles le font à chaque jour contre l'être humain, contre sa vie, contre son intelligence.

« Y a pas de danger chez nous, au Québec on est immunisé à jamais contre le despotisme religieux », serez-vous probablement tenté de me dire. Qu'on me permette de ne pas partager autant d'optimisme. D'abord, regardons les faits, ceux de l'histoire et ceux de l'actualité. S'il est une « révélation » que toutes les religions nous auront bel et bien donnée dans l'histoire, c'est qu'elles imposent les plus barbares tyrannies lorsqu'elles sont puissantes et au

pouvoir. Pensons, bien sûr, à l'affreusement célèbre Inquisition espagnole. Pensons aussi à l'Arabie Saoudite d'aujourd'hui, où des intellectuels sont décapités pour « blasphème ». Mais quand elles sont en minorité ou affaiblies, les religions ont aussi toutes en commun de se faire « humbles, servantes et tolérantes » : l'Église catholique d'aujourd'hui au Québec, par exemple ; mais jusqu'à il y a quarante ans, l'Église catholique dominait notre société et son visage était bien moins jovial que celui qu'elle affiche aujourd'hui.

Ensuite, regardons ce qui se passe dans les autres démocraties libérales. Il y a deux ans en Allemagne, l'opéra *Idoménée*, de Mozart, a failli être annulé parce que des islamistes s'étaient effarouchés du fait que Mahomet y était représenté. Ce ne fut que grâce à des mesures de sécurité renforcées que la représentation put finalement avoir lieu. À peu près à la même période à Genève, les représentations de la pièce *Mahomet, ou le tombeau du fanatisme*, de Voltaire, ont quant à elles été annulées, suites aux pressions de l'intégriste souriant Tariq Ramadan et de ses sbires. Oui, carrément annulée, et à Genève par-dessus le marché, la ville même où Voltaire avait élu domicile pour fuir la persécution. En Hollande, tout le monde se souvient de Theo Van Gogh, assassiné en 2004 pour avoir produit un film perçu comme un « blasphème » par les fanatiques islamistes. Aux États-Unis, les deux mandats du chrétien fondamentaliste George W. Bush auront résulté en une prise du pouvoir par la superstition, le mensonge, la corruption et la bêtise, et aussi par le lancement d'une offensive à grand déploiement contre la pensée rationnelle et scientifique, notamment à l'école. Il faudra longtemps aux États-Unis pour se remettre des dégâts causés par ces huit années de crétinisme présidentiel.

Donc, qu'on ne vienne pas prétendre que la liberté d'expression

dans nos démocraties libérales serait acquise une fois pour toutes. De fait, elle s'érode constamment sous les pressions, insidieuses ou carrément violentes, des fous de dieu de tout acabit. À preuve, j'aimerais bien voir ce qui se passerait, ici même à Montréal, si une troupe de théâtre avait la témérité de jouer la pièce de Voltaire que je viens de mentionner. On peut sans trop exagérer présumer que la troupe en question aurait intérêt à jouer dans un bunker protégé par des soldats armés jusqu'aux dents, et que les acteurs feraient mieux de jouer masqués afin qu'on ne puisse jamais les reconnaître. En plus, on pourrait s'attendre à ce que nombre de bien-pensants s'offusquent d'une telle témérité, qu'ils crieraient à la « provocation inutile ». Comme si, dans une société démocratique, c'était de la « provocation » que de jouer une pièce de théâtre de l'un des plus grands écrivains de tous les temps.

Pourtant, dans un vrai régime de démocratie libérale, la solution serait bien simple : vous êtes membre d'une secte religieuse et vous n'êtes pas content que soit jouée une œuvre critiquant vos fables ? Vous n'avez qu'à monter une autre pièce de théâtre dont le thème serait que les athées sont tous des cons. Et soyez certain que vous ne subirez aucune pression ni ne recevrez aucune menace des athées pour vous en empêcher. Une société vraiment libre, c'est ça, tout simplement. Et ça s'appelle la laïcité, qui est le droit pour chacun de croire à ce qu'il veut ou de ne pas croire, dans une société où la religion relève strictement de la sphère privée et où l'État est strictement neutre en matière de croyances irrationnelles.

Mais pour que ce puisse réellement être « ça, tout simplement », il faut que notre démocratie libérale se tienne debout devant les empiétements liberticides que la déraison religieuse tente de lui imposer. De ça aussi, donc, il faudrait bien qu'on commence à en parler... ■

...si le Gouvernement nous protège de tout,
qui donc nous protège du gouvernement ?

...if the Government protects us from everything
else, then who protects us from the government?

Citoyens Anti Gouvernement Envahissant

CAGE

Citizens Against Government Encroachment

www.cagecanada.ca



Isaac Olson

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

THE TOBACCO COVER-UP - CONTINUED FROM PAGE 1

pocket or sign contracts with tobacco companies that set “through-the-roof” quotas, local store owners are anxious to avoid the possible hefty fines for failure to comply with the law. For the first offence, they could be slammed with fines ranging from \$300 to \$2,000.

With Quebec’s 40 provincial tobacco inspectors dropping in on stores across the province, store owners around Montreal have been scrambling to cover up their tobacco products. Although some have already signed high-demand contracts with tobacco companies that enable them to get the expensive drop-panel doors installed on their pre-existing tobacco shelves for “free,” others weren’t able to meet the stiff quotas required of the contracts. Some store owners in Montreal are using cardboard and duct tape to cover displays, where others are using tarps and make-shift screens. Some have simply stashed all their boxes under the counter, out of view, leaving their shelves bare.

Big chains, like Couche-Tard, have installed sleek, matching shelves that easily comply with the new regulations where other, privately owned stores, are having a tougher time catching up.

Some places have yet to cover their products fully but, as long as they can prove they have new coverings on order, government officials have said they won’t be going straight for the jugular – yet. At first, business owners will be given the chance to prove compliance, by providing inspectors with copies of order forms that show they’ve ordered new shelving, according to the Quebec’s Health Department’s public-relations official, Hélène Gingras. However, Gingras has said this “certain amount of flexibility” has no specific time limit.

Many local owners, forced to cover up one of their highest selling products, are struggling to understand a new law which comes at a cost to their business. They have a choice: they can either sign stiff contracts with tobacco companies that will install the shelves for them or they can pay to hide the products themselves. Neither option is easy, according to Jimmy Rovolis, owner of Marché Cosmopolitan on rue Stanley downtown. The law, he says, is expensive.

“We pay so much taxes and they still always find a way to screw us,” said Rovolis, “It’s a pain in the ass. I find it very ridiculous.”

Rovolis, who opened his store less than two years ago, said he put all his tobacco products under the counter at the beginning of May to help get his customers used to the change. He may eventually build some sort of cabinets behind the counter but, being a relatively new business, he doesn’t have the money

for that now. Bringing in a cabinet maker to build customized shelves, he said, is expensive.

“I’m trying to keep my costs low,” he said. “I can’t spend that kind of money. Maybe eventually but, for now, I’m still in the beginning stages of starting my business.”

The fact that he has to pay to cover-up the products is one of his biggest gripes with the new law, he said, suggesting the multi-billion dollar tobacco companies would be better suited to handle the cost themselves by doing something like simply taking the logos off the front of packaging. Blank boxes, he said, would take the advertising from view and wouldn’t cost him anything. Rovolis has the option of signing a contract with tobacco companies and getting them to pay for the installation of shelves, but then he’d have to meet pricey quotas that, he said, go beyond his means.

Already paying up to \$10,000 a month for tobacco products, Rovolis said he checked out the contracts and found that he might not be able to meet the demands of the tobacco companies. The quotas, he said, might work for the big chains but for a small, locally owned business like his, the demands are just too high for a product that already has a small profit margin.

“If you sign a contract, you have to buy a certain amount per week and I don’t want to be responsible for that,” he said. “I’m not selling as much as I’d like, but I’m already spending a lot on tobacco. The contract quotas demand way too much.”

Making the choking motion with his hands when describing the contract he made with a tobacco company, Magdi “Mego” Girgis, owner of Dépanneur Mego on rue Lajeunesse in Ahuntsic, said the contract puts high demands on his store – a store that he has owned and operated for over 14 years. It’s a contract that not only demands quotas but forces him to sell certain brands. The law has become a means for the tobacco companies to make money, he said, and “it won’t change anything.”

“I could put [tobacco products] behind the panels, hide them in the ceiling or under the counter,” Girgis said. “Nothing changes. It doesn’t make any sense. If you don’t see the cigarettes, it doesn’t change the taste of tobacco or people’s desire to smoke. When my customers come in, they know what they smoke. It doesn’t matter where I put the cigarettes – people already know what they want. It isn’t going to make them want it less.”

Due to the high cost of the shelving and possible decline in tobacco sales, officials at Canada’s Convenience Stores Association (CCSA), have said the new law will have a negative effect on business –



Drop-panels like these seen at the Vendôme Metro Station’s dépanneur are issued by tobacco companies for the price of a high-demand contract.

closing the doors of an estimated 30 percent of privately-owned stores. Government officials are missing the point and taking aim at the wrong target, according to Michel Gadbois, executive vice president of CCSA and president of the Quebec Convenience Stores Association.

“What this law doesn’t deal with is that 40 percent of cigarettes are now

which makes up for a large portion of illegal tobacco sales.

Emotions are mixed as Montrealers across the island adjust to the new law. Many were shocked when they first laid eyes on the blank shelves, colorless cabinets and occasional make-shift screens that are being used to hide cigarettes from customers. The idea that the

Westmount, the cover-up is counter-productive to the goals of the law. Citing the many establishments that have installed flip-down doors on all their cigarette shelves, she said the new look actually draws more attention to the products. Where customers have gotten used to seeing racks of cigarettes behind the counter for years, the new displays attract the

“If you don’t see the cigarettes, it doesn’t change the taste of tobacco or people’s desire to smoke. When my customers come in, they know what they smoke. It doesn’t matter where I put the cigarettes – people already know what they want. It isn’t going to make them want it less.”

contraband,” said Gadbois. “So my question is, what is the government doing about that 40 percent? All they’re doing is hitting the legal market – the people that they control – with something that, to a certain extent, has been proven ineffective.”

Noting a sudden 30 percent decline in public tobacco sales that correlates to the fast growing tobacco contraband market, Gadbois said “I wonder if [the government] understands statistics, because that 30 percent has obviously gone to the black market.”

Instead of sending tobacco police around to bust convenience stores, Gadbois said the inspectors would be better put to use on school property

government is hiding a widely-available legal product is, for some Montrealers, insulting.

Simon Céré, 33-year-old resident of east end Montreal said, “By covering it up and keeping it out of view, the government is treating people like children. It’s like a mother offering her kid a new bike but then keeping it hidden, only letting him use it when he asks for it. It doesn’t make any sense.” Céré expressed a view held by many The Métropolitain talked with that buying legal products is a choice that should be left to the consumer.

For others, like Johanna Jakobsdottir, 29-year-old resident of

eye more than anything.

“It’s fucking ugly in the dépanneurs,” said Sebastien Rondeau-Legault, a 34-year-old Montrealer from the east end who quit smoking two months ago. “I don’t know if it’s a good or bad thing, but it’s ugly. Maybe if they put some advertising for something else on the shelves so we’re not just looking at a blank space.”

“I think it’s sort of stupid,” said 19-year-old Notre-Dame-de-Grâce resident and occasional smoker, Rob Putnam. “People are just going to go in and ask them to open them all up so they can see what products are available.” ■

Vincent Geloso

Vincent Geloso est l'auteur du blogue www.vincent-geloso.blogspot.com
« Le 8ème blog le plus influent au Québec. Fait sur mesure pour le brassage d'idées » - Le Journal de Montréal



UN DEBAT TROP LARGE - SUITE DE LA PAGE 1

rationalité. Généralement, le rapport demeure fidèle à l'idée de la sécularité en faisant la distinction entre institutions publiques et lieux publics. Tel qu'il est entendu, l'État ne peut pas prendre parti pour une religion, mais quant aux choix effectués par les citoyens, l'État n'a aucun droit de regard. Plus simplement, c'est la neutralité absolue de l'État qui laisse les gens libres d'effectuer des choix. Rien ne peut être dit tant que la Charte des Droits et Libertés et les lois qui lui sont compatibles sont respectées.

Par contre, plusieurs penseurs nationalistes poussent le raisonnement beaucoup plus loin. Ils affirment qu'ils veulent conserver les bénéfices de l'immigration sans que la majorité francophone ne s'efface ou que notre « identité » et nos « valeurs nationales » se perdent. Ils craignent qu'un recul du français puisse découler des hausses des seuils d'immigration. Ils se questionnent sur la capacité d'intégration du Québec. Leurs craintes ont des échos chez les Québécois, même parmi les moins nationalistes. Néanmoins, leurs craintes sont d'une part infondées et, d'autre part, le concept même de « valeurs nationales » ou « collectives » est douteux.

D'abord, les Québécois ne sont pas menacés par les immigrants et le français n'est pas en train de reculer dramatiquement. C'est vrai, ceux qui ont le français comme langue maternelle sont maintenant sous la barre des 80% selon Statistiques Canada, une première. Cependant, en 2006, 51% des allophones avaient adopté le français comme langue parlée à la

maison. Ce taux était de 46% en 2001 et de 39% en 1996. Si on augmente les seuils d'immigration comme on le fait depuis 1998, il va de soi que le nombre de citoyens ayant le français comme langue maternelle recule. De plus, on s'inquiète en 2008 du fait que les francophones de langue maternelle sont minoritaires sur l'île de Montréal. Mais pourquoi analyser

reste à savoir si les gens adoptent le français pour vivre. À titre d'exemple, près de 70% des anglophones parlent le français, face à 36% des francophones qui parlent l'anglais. On peut inclure les effets de la loi 101 pour expliquer le phénomène, mais les anglophones ont nettement plus d'incitatifs économiques à apprendre le français que l'inverse, le fait qu'il s'agit de la langue

acquis étrangers dans le but de réduire l'offre de travail, et donc augmenter les revenus de leurs membres au détriment de tous. La solution que les nationalistes devraient embrasser, c'est plus de libertés économiques quant au marché du travail, à l'investissement et à l'entrepreneuriat.

Maintenant, vient la question des « valeurs nationales ». Ce concept a

respect de l'individualité d'autrui, ce qui prévaut dans le cadre de la loi.

Le problème est que le débat s'est tellement élargi qu'il est devenu difficile de faire preuve de raison lorsque vient le temps d'agir. On en est rendu à mélanger sans le réaliser (inconsciemment) les thèmes différents. Ainsi, on prétend que de garder le crucifix à l'Assemblée Nationale préserve notre identité

Le rapport Bouchard-Taylor proposait de questionner les pratiques des ordres professionnels, qui refusent de reconnaître les acquis étrangers dans le but de réduire l'offre de travail, et donc augmenter les revenus de leurs membres au détriment de tous. La solution que les nationalistes devraient embrasser, c'est plus de libertés économiques quant au marché du travail, à l'investissement et à l'entrepreneuriat.

les langues par région ? Les régions devraient-elles être considérées comme des îlots cloîtrés ? Les banlieues connaissent une croissance démographique depuis quelque années. Les gens qui vivent maintenant en banlieue vont quand même continuer de travailler et de vivre à Montréal, et ils vont continuer à influencer notre ville.

L'essentiel de la problématique

dominante est sûrement un facteur susceptible d'augmenter potentiellement les revenus individuels. L'approche de l'opportunité économique est l'une des meilleurs manières d'intégrer les immigrants (et donc d'apprendre le français). D'ailleurs, le rapport Bouchard-Taylor proposait de questionner les pratiques des ordres professionnels, qui refusent de reconnaître les

pris une ampleur démesurée. Qui au juste détermine ce que devraient être les dites « valeurs nationales » ? Un montréalais partage-t-il les mêmes valeurs qu'un mauricien ou un gaspésien ? C'est tout à fait absurde comme concept, on pense pour soi-même d'abord et avant tout. La capacité de chacun à raisonner permet de développer sa propre individualité et de vivre dans le

historique tout en défendant la séparation de l'État et de la religion. On sombre vite dans la démagogie et les politiques publiques mal pensées se multiplient en se basant sur des nécessités imaginaires et sur des crises illusives. Il est donc temps de rétrécir le débat afin de le ramener dans le cadre du mandat qui fut confié à la commission Bouchard-Taylor. ■

“You will find *true*
SUCCESS in those *efforts*
that captivate your
heart and soul.
Belief fuels **PASSION**
and *passion rarely* fails.”



2000 Peel, Suite 900
Montréal, Qc H1S 2W5
(514) 842-8636
www.canderel.com



Pierre K. Malouf

« Brasse-camarade »

malouf@themetropolitain.ca

Ex-dramaturge, romancier persévérant, essayiste et poète à ses heures, Pierre K. Malouf fréquente des fédéralistes et des indépendantistes, des gens de gauche et des gens de droite, des jeunes et des vieux, des écrivains et des ingénieurs. Gentil comme tout, il ne dit pas toujours tout ce qu'il pense, mais pense toujours ce qu'il écrit.

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

LE NOUVEAU PROGRAMME "ETHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE"

Les dieux habitent au ministère

Annoncé en 2005 par le ministre Jean-Marc Fournier, le programme *Éthique et culture religieuse* remplacera dès septembre prochain l'enseignement moral, de même que l'*enseignement moral et religieux catholique* ou *protestant*. Il sera imposé à tous les élèves du Québec, y compris à l'école privée. Critiqué depuis le début (l'idée a été lancée dès 1999 par le *Groupe de travail sur la place de la religion à l'école*, présidé par M. Jean-Pierre Proulx), le projet parvenu à terme provoque de toutes parts des réactions négatives. Chez ceux qui appuient le principe de la laïcité, le volet *éthique* semble faire consensus, du moins dans ses grandes orientations ; c'est son arrimage au volet *culture religieuse* qui cause problème.

Lors d'un forum tenu le 19 mars 2007, Mme Solange Lefebvre, qui a contribué à l'élaboration du programme, avouait pourtant que la religion occupe peu de place dans la plupart des familles québécoises. Le plus ardent avocat du programme, M. Georges Leroux, admet pour sa part que la sécularisation de notre société est un phénomène irréductible. Les conceptions séculières, « mixtures » de science, de philosophie et « ainsi de suite » ne sont pas encore organisées en systèmes, mais seraient promises à un bel avenir.

Quoique... Certains disent au contraire qu'on assiste au retour en

force du religieux. Ravis, M. Leroux et ses acolytes s'empressent de hâter le processus. Les conceptions séculières portent en effet, dit encore M. Leroux, sur les mêmes objets que les religions historiques. Les questions que se posent les jeunes : « D'où venons-nous ? Qui sommes-nous ? Où allons-nous ? », peuvent trouver réponses dans les traditions religieuses des diverses cultures. Ne cherchez pas plus loin, chers petits, tous ces problèmes ont déjà été résolus ! « Toutes les conceptions immanentes dans lesquelles vous baignez sont prises en charge par ce monde-là. Tout ce patrimoine répond aux mêmes questions. »

Mon cœur d'agnostique bondit dans ma poitrine laïcisée. Affaiblie par des années de stagnation dans les salles de cours, la religion catholique allait enfin s'ébattre dans la cour de récréation avec ses petits camarades protestants, juifs, musulmans, animistes, mais voici qu'on la réintroduit dans l'école en grandes pompes ! On l'a d'abord dépouillée de sa composante essentielle, c'est-à-dire la Foi, mais qu'à cela ne tienne, un cortège hétéroclite l'accompagne dans sa spectaculaire rentrée en grâces.

Les *apprenants* de la nouvelle génération n'auront donc point à s'envoyer que le seul catholicisme. On a jeté dans la marmite les dieux et traditions, rites et dogmes, codes

vestimentaires et interdits d'un tas de religions, qui donneront à la rata un goût indéfinissable. Belle indigestion en perspective !

« C'est un tournant majeur dans la société québécoise », déclarait en 2005 M. Roger Boisvert, coordonnateur du Secrétariat aux Affaires Religieuses. Nous assistons « à un

hein ? C'est un projet inouï, ce qu'on s'apprête à faire ! » De quoi être fier : « Nous n'avons de modèle nulle part en Occident. Nous avons voulu faire quelque chose d'absolument impossible. » Le Québec est une société distincte !

Les séances de formation ont débuté, les guides et manuels sont

salami, et vous surtout les profs, qui n'avez qu'une vague idée de l'héritage chrétien que la génération précédente a négligé de vous transmettre, vous qui êtes des puits d'ignorance en ce qui touche les autres religions, chiâlez tous tant que vous voudrez, vous allez passer par là !

Affaiblie par des années de stagnation dans les salles de cours, la religion catholique allait enfin s'ébattre dans la cour de récréation avec ses petits camarades protestants, juifs, musulmans, animistes, mais voici qu'on la réintroduit dans l'école en grandes pompes !

tournant majeur dans l'évolution socio-religieuse du Québec », renchérisait en 2006 M. Denis Watters, responsable de la coordination des équipes d'écriture du programme. « Les enseignants vont jouer un rôle historique », annonce en 2008 M. Georges Leroux, qui, le 29 novembre 2006, jubilait déjà : « C'est quand même extraordinaire,

imprimés, les facultés de théologie sont aux anges. Trépignez tant que vous voudrez, vous du Mouvement laïc, vous cardinal Ouellet, vous M. Bock-Côté, vous parents athées, ou vous fidèles de l'Église des Adorateurs du persil qui frémissez à l'idée que vos rejets auront vent des pratiques impies de la Congrégation des Croqueurs de

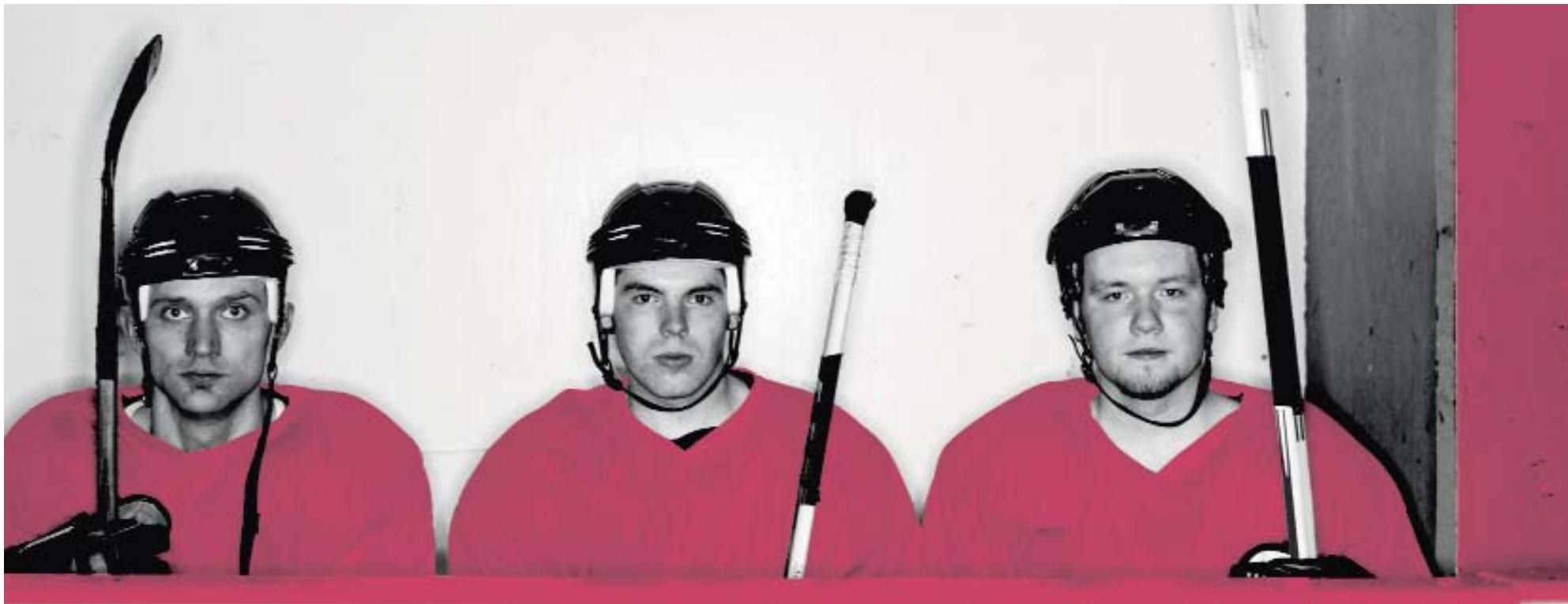
Il est désolant de constater que Gérard Bouchard et Charles Taylor, qui ont produit un rapport discutable, certes, mais solidement argumenté et généralement cohérent, appuient le nouveau programme et pressent le gouvernement d'en faire la promotion. S'il est une de leurs recommandations qu'il faut contester, c'est bien celle-là ! ■

"You can get anything you want in life if you help others get what they want."

- George F. Lengvari, Sr.



LENGVARI & ASSOCIATES INC.



Proud to be Canadian?

Canada provides hundreds of million of dollars in aid to dictators, tyrants, and corrupt governments around the world.

Of the 25 countries named in the new International Policy Statement as key recipients of Canadian aid, only 6 are deemed by Freedom House to be free, while 19 are unfree or dictatorships. All 25 are identified as having corruption as a major problem, combined with weak parliaments, a lack of transparency and little respect for the rule of law.

Instead of working to bring about positive change, Canadian aid allows these dysfunctional and sometimes tyrannical regimes to remain intact while we apply band-aids to the symptoms.

Canada consistently fails to support democracies around the world such as India, Taiwan, America and Israel. In many cases, we actively work against them. And with the exception of Ukraine, Canada refuses to take measurable action to support the billions of people aspiring for democracy, freedom and accountable governments around the world.

Make Democracy a Guiding Principle

Canada's foreign policy is centred around three Ds (Defense, Development and Diplomacy). CCD believes that our policies should be guided by a 4th D, Democracy. Canada must make ending corruption, respect for the rule of law, and open, accountable and transparent governments key foreign policy priorities. If you agree, become a member of the CCD.

Founded in 2003, the Canadian Coalition for Democracies (CCD) is an organization of concerned Canadians dedicated to the protection and promotion of democracy at home and abroad. CCD will influence the Canadian political process and public opinion to achieve a more pro-democracy foreign policy.

Canadian
Coalition
for **Democracies**

PO Box 72602 - 345 Bloor Street East, Toronto, ON, M4W 3J0, Canada
Tel: 416-963-8998 • Fax: 425-944-3546 • www.CanadianCoalition.com

One of North America's largest and most dependable suppliers of steel foundation products.

Pipe and Piling Supplies' high quality stocks include:

- Wide-flange Beams
- Spiral Pipe
- Bearing Pile Beams
- Piling Pipe
- Sheet Piling
- Concrete Piles



Pipe & Piling offers competitive pricing and quality pre- and post-sale expertise.

It's twelve sales and stocking facilities are available to serve you across North America in:

Vancouver 604-942-6311	Edmonton 780-955-0501	Calgary 403-236-1332	Toronto 416-201-8189	Montreal 514-879-9008	Halifax 902-835-6158
Washington 253-939-4700	Nebraska 402-896-9611	Kansas 1-800-874-3720	Illinois 1-800-874-3720	Michigan 1-800-874-3720	Pennsylvania 1-800-874-3720

Pipe & Piling Supplies Ltd.

www.pipe-piling.com



Dan Delmar

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

OUR MONEY, OUR CITY - CONTINUED FROM PAGE 1

more than 2% regardless of any combination of higher parking rates or increased public transit.

“Ils sont fous... Ils font qu’est ce qu’ils veulent,” said Ibrahim Salame, who owns a Lebanese restaurant on de Maisonneuve Blvd. “Quand ils ont construit la piste cyclable, cela n’a pas aidé.”

The bike path eliminated parking spots along the south side of de

rush out to feed meters, not wanting to throw in \$6 for the full two hours. “C’est perpétuelle. Ils vont metre l’argent quart-d’heure par quart-d’heure. C’est assez chère.”

Lepère works for Mobilia—not exactly a mom and pop shop—but nonetheless sees the exodus from downtown luxury boutiques to the big box stores in the suburbs whose ample parking lots are becoming

the most expensive meters is on par with the rates in Toronto and Ottawa, but cheaper than the \$4 per hour charged in Calgary and Vancouver (soon to be \$5, in the latter).

SDM spokesperson Michel Philibert also thinks the higher rates are good for business.

“When I was at UQÀM, it was \$1.50 per hour. Ten years later, it was still the same,” he said. “We’re seeing

otherwise be used by shoppers. He also noted that Ste-Catherine St. merchants have seen a steady increase in the number of transactions. Rotrand said there’s been no significant change in the occupancy rate, either.

“Merchants are not aided by low rates,” Rotrand said. But those The Métropolitain spoke with say the new, unforgiving parking system does hurt business. It’s not necessarily the

cannot benefit from the charitable excesses of the spot’s previous tenant.

SDM, which is not a city agency but rather a firm operated by the Chambre de commerce du Montréal métropolitain, actually made over \$57-million in revenue in 2007. Minus operating expenses and funds set aside for Chambre grants and investments, what’s left is the roughly \$40-million taken in last year by the city. Montreal is responsible strictly for enforcement (the fines are another cash cow entirely) while SDM handles the maintenance and daily operation of the city’s meters and many of its parking lots.

No rate increases are expected for 2008; SDM revenue therefore should remain roughly the same. But the general trend is pointing up and with the daily occupancy rate hovering around the 100 per cent mark, the city needs only one good reason to jack up the rates once again in the near future: Simply because they can. ■

“Ils sont fous... Ils font qu’est ce qu’ils veulent.”

Maisonneuve from Berri St. to Atwater Ave., giving patrons of boulevard businesses fewer options and more time spent circling the block, say some merchants.

“Il y a sept ou huit places de moins et on n’a pas de parking sous-terrain,” said furniture salesman Christophe Lepère, adding that clients routinely

more and more appealing. Rotrand is a fierce critic of the boxes, going so far as to say that they “kill cities.” He still defends the sharp increase in meter rates however, saying Montrealers have been getting bargain basement prices for too long.

The \$3 per hour Montrealers pay at

the difference right away; there’s a better rotation of vehicles. Constant meter-feeding is now too expensive, and that’s perfect. It’s what we want.”

Under the old system, Philibert said, it was feasible for workers to park their cars on the street the entire day and pay less than they would in a lot. That clogged up spots that would

\$3 per hour that stings, but the extension of operating hours until 9 p.m., the two-hour limit and the lack of free parking on weekends. SDM, and by extension the city, can also make money on the same spot, at the same time twice over: Meters are automatically reset when more time is added and a driver parking a car



If we build it, they will come.

Magil Construction prides itself on its reputation for excellence. Its expertise has been perfected on projects of every conceivable size and complexity. Delivering a project on-time and on-budget has been fundamental to Magil’s success.

Founded in 1953 by architect Louis B. Magil, the company specialized in residential construction. It has since expanded into commercial, industrial and institutional construction valued in billions of dollars.

MAGIL
CONSTRUCTION

www.magil.com

Beryl Wajzman

Editor and Publisher



FOND REMEMBRANCE OF LEADERSHIP FOUNDED IN INTEGRITY AND THE COURAGE OF EMPASSIONED VISION

RFK: “A tiny ripple of hope . . .”



“In our sleep, pain which cannot forget falls drop by drop upon the heart until, in our own despair, against our will, comes wisdom through the awful grace of God.”

~Aeschylus’ “Agamemnon”
one of RFK’s favorite quotes

Last week we commemorated the fortieth anniversary of the assassination of Sen. Robert F. Kennedy. He was shot on June 5th, 1968 at the Ambassador Hotel in Los Angeles as he was celebrating the California primary victory that would have led him to the Democratic Presidential nomination. He died the next day. For many of us who were coming to political maturity in that turbulent time hope seemed to die with him.

It has been said that my generation was the first to realize a terrible truth before any of us even turned twenty. That truth was that the best people we

would ever see in public life had their heads blown off. Kennedy, King, Kennedy.

When Martin Luther King, Jr. was assassinated in April of 1968, people around the continent said “We still have Bobby.” After Bobby was killed, those of us who remained engaged in public life comforted ourselves with Bobby’s hope.

That hope was embodied in many of RFK’s words, but never more so than what he said in the black township of Soweto in South Africa in 1965. “Each time a person stands up for an ideal, or acts to improve the lot of others, or strikes out against injustice, they send forth a tiny ripple of hope. And crossing each other from a million different centers of energy and daring, those ripples build a current that can sweep down the mightiest walls of oppression and resistance.”

But we came to learn that hope, like courage, rests not on the shoulders of any one man but lives in the hearts of all he inspired. All we need is the resolve to remember, and to carry on.

To remember the RFK who dragged a Senate committee to the Mississippi Delta and poignantly touched the stomach and cheek of a starving black child and then glared into a television camera and icily declared “This is unacceptable in America!” To remember another Senate panel he took to California to help Cesar Chavez’ embattled grape workers’ union withstand crackdowns from redneck sheriffs whom Kennedy ordered to “Re-read the Constitution of the United States!” To remember

how he brought big business and big labor together to rejuvenate the slums of Bedford-Stuyvesant. To remember the hope that he engendered from the hungry of South America to the imprisoned of Africa.

When one reflects on the killing of Bobby one remembers a story that took place in the White House the day John Kennedy was killed. The writer Mary McGrory said on that day that



“...we shall never smile again.” Then Presidential assistant Daniel Patrick Moynihan answered “No Mary, we will smile again, but we’ll never be young again.” Many of us grew up very quickly that bloody spring.

So many today find it fashionable to question what RFK really did in his short public life. Others, members of the salon liberal set Kennedy so disdained, relish condemning him because of his supposed ruthlessness and his alliances with old-time party bosses. But that was the point of Bobby. As religious a man as he was, he hated false piety. And he didn’t endorse litmus tests of purity in politics. His bottom line was who

could help him meet the needs of the people. That endeavour, and that endeavour alone, was the redemptive crusade of public life. RFK made us see possibilities in ourselves that we thought unimaginable. If the line he loved from Bernard Shaw meant anything it meant that. “Some men see things as they are and say why? I dream things that never were and say why not?”

time when too many of our leaders run between the raindrops. They don’t dare to care. And they can no longer tell right from wrong. It is a time of the feckless and the fearful. It is a time of obsequious appeasement of villainy.

Robert Kennedy brought not only courage but clarity to public life. He dared to care. He sailed into the rainstorms. He knew right from wrong. And he knew it because of the

Robert Kennedy held out an authentic vision of a generosity of spirit that could realize the ancient dream of the brotherhood of man. He challenged us to vigorous service and sacrifice in our daily lives. And most of all, he dared us to be brave.

Robert Kennedy held out an authentic vision of a generosity of spirit that could realize the ancient dream of the brotherhood of man. He challenged us to vigorous service and sacrifice in our daily lives. And most of all, he dared us to be brave.

Perhaps that is the greatest quality of leadership. To make people bolder, braver, better than they ever thought possible. And he did it by giving people the audacity to hope. It was his greatest legacy.

At no time since his murder has the world been in need of such hope and such courage. It is for that reason as much as any perhaps, that his legacy resonates with us still. For we live in a

simplicity of his public testament that his brother Sen. Edward Kennedy explained so well in his eulogy at St. Patrick’s Cathedral. “My brother,” he said, “need not be idealized nor made greater in death than he was in life. He should be remembered as a man who saw suffering and tried to heal it; saw injustice and tried to stop it; saw want and tried to meet it.”

On this sad week there could be no more fitting tribute to Robert Francis Kennedy’s legacy than to remember those words of his brother. And few more important lessons for our own national will. ■

This commentary was originally published in *The Suburban*.

Shedding light on the truth

UV Light Sciences Group, a Subsidiary of UV-SteriSource Inc., commends and supports the bold vision and ideas-before-identities approach of *The Métropolitain*.

UV Light Sciences Group is a private Canadian research institute dedicated to developing innovative products for infection prevention and control using ultraviolet light.

UV Light Sciences works collaboratively with McGill University under a research agreement. Its first product, UV-Steri™ Mask—tested by CFIA for effectiveness against live bird flu virus—was recently launched by UV-PureStream Technologies in Quebec.

www.uv-purestream.com



GLOBAL VILLAGE



Alain-Michel Ayache

M. Ayache est un spécialiste du Proche et Moyen-Orient
Département de Science politique Université du Québec à Montréal (UQÀM)

LE QUÉBEC ET LE MONDE

La politique étrangère du Québec : un passage obligé

Il y a quelques années, je me battais encore pour l'indépendance du Québec car j'y croyais... Je croyais et crois toujours que le Québec est une nation distincte et qu'elle mérite d'avoir son propre pays... Mais aujourd'hui je me pose de sérieuses questions sur la nature même d'un tel État québécois lorsqu'il s'agit de mettre de l'avant sa politique étrangère, et pour cause !

Pour qu'un « néo-Québécois » comme moi puisse admettre de se rendre à l'urne et déposer son bulletin de vote donnant accès à l'indépendance du Québec, il lui faudra plus qu'une promesse politique ou simplement des discours d'une « politique-politicienne ». Il lui faut sa place à part entière dans la société québécoise... Or, il se trouve que le Québec vit un grave problème d'identité, du moins dans la recherche des valeurs qui définissent sa société. Comment être Québécois et en même temps être fermé quant à l'acceptation de l'autre dans sa différence? Comment accepter l'autre lorsque l'on méconnaît son histoire, ses traditions et par-dessus tout la politique du pays duquel l'autre est originaire?

Nul ne conteste la difficulté de cette tâche surtout après le triste souvenir de la tragédie des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Mais le problème réside plus dans la manière dont les politiciens québécois ou dois-je dire leurs assistants leur rapportent la réalité

revue et corrigée selon les angles qui leur conviennent... Ce ne sont pas les exemples qui manquent, mais avant de traiter de cette question, je me permets de mettre à l'examen certains constats dont j'espère que cette tribune permettra d'y apporter un début de réponse si ce n'est un débat constructif pour le bien de la société québécoise d'aujourd'hui dans toutes ses composantes.

Avoir une réelle politique étrangère

Tout d'abord, assumer une politique étrangère indépendante du Canada est un devoir sacré, mais à la seule condition que ladite politique étrangère du Québec soit basée sur une approche logique et surtout justifiée tant au niveau humanitaire (thème favori des Québécois) qu'économique (cher au milieu financier). Ensuite, il faudra que l'implication du Québec au niveau international—du moins au niveau de la compréhension des enjeux actuels qui secouent la planète—soit plus solide. Certes les limitations constitutionnelles actuelles et le déficit du Québec ne permettent peut-être pas pour l'instant d'avoir des services gouvernementaux plus fonctionnels, capables d'analyser la réalité qui prévaut dans certains pays.

Or, il se trouve que le Québec ou dois-je dire les gouvernements successifs oublient souvent que ces services peuvent être détournés s'ils prenaient en considération le rôle que

les communautés culturelles peuvent jouer dans ce contexte précisément. En effet, ces dernières peuvent largement contribuer à la formulation d'une politique étrangère plus équilibrée et basée sur la compréhension objective des causes et effets des crises internationales, de par le fait qu'elles comprennent les enjeux qui secouent leurs pays d'origine.

Malheureusement, cette vérité est propre à tous les partis politiques du Québec. Combien de fois avez-vous vu une approche gouvernement-communautés culturelles basée sur un échange réel avec les différentes facettes de ces communautés sans que ce soit une période d'élections?

Mieux connaître ses concitoyens

Avoir une politique étrangère, commence avant tout chez soi en acceptant l'autre dans sa différence mais surtout par le comprendre, apprendre son histoire, ses traditions, noter ses besoins et essayer par-dessus tout de lui tendre la main pour qu'il puisse s'intégrer dans notre société québécoise au visage changeant.

La politique étrangère, elle, doit refléter cette approche et cette compréhension de l'autre. Ce faisant, l'établissement d'un contact avec le pays d'origine est alors facilité plus par cet échange qui commence chez soi. Combien de régimes oppriment leurs citoyens qui se retrouvent réfugiés au Québec qu'ils adoptent comme leur nouvelle patrie? Quelle

est—et sera—la « politique » du Québec vis-à-vis de ces pays? Et si demain il y avait une guerre qui opposait un Québec indépendant à ces régimes? Comment sécuriser l'allégeance des natifs de ces pays?

Or, à voir de plus près les « politiques » du gouvernements québécois vis-à-vis de certains de ces régimes, l'on se demande alors si le Québec est assez « mature » pour assumer une lourde tâche, celle de mener seul sa politique étrangère ou tout simplement, devenir indépendant.

Considérons à titre d'exemple, la Francophonie. C'est l'une des voies des plus bénéfiques de consolider ses assises sur la scène mondiale. Et voilà qu'au lieu que Québec ne mette les bouchées doubles pour établir des antennes plus permanentes et plus solides et investir plus dans ses relations avec ces pays, il se limite en choisissant quelques pays ici et là ou d'envoyer des « Délégués itinérants » au lieu de mettre en place des délégations culturelles pour commencer... puis commerciales par la suite. Combien de marchés francophones ne sont pas couverts par le Québec alors que d'autres pays francophones et non des moindres y sont présents?

Une « politique » internationale appropriée

Quant à la « politique-politicienne » en relations internationales, n'est-il pas préférable d'en avoir une qui soit en complète harmonie avec les valeurs du Québec, si l'on prend en

considération que c'est l'humain qui l'emporte ? Dans ce cas, comment expliquer que Québec n'ait pas encore pleinement établi une Délégation à part entière dans le seul pays, pilier de la Francophonie au Proche et Moyen-Orient : Le Liban? Pourquoi l'agent responsable de l'immigration ou la sélection des immigrants se trouve à Damas, capitale actuelle du terrorisme mondial? Pourquoi ne pas transférer ses services à Beyrouth, capitale francophone du Levant? N'est-il pas un geste de « reconnaissance officielle » de la souveraineté libanaise par le Québec? Même si c'est au fédéral qu'incombe la tâche de la représentation politique étrangère, il appartient au Québec aujourd'hui de faire la preuve de maturité en matière de jugement de situation et de re-localiser ses services d'immigrations ou de sélection des immigrants à Beyrouth même, du moins pour les services destinés au Libanais. Pour cela, il n'a pas à avoir la « bénédiction » du fédéral ! Qu'attend-t-il alors ?

Par ailleurs, lorsque l'on parle des problèmes du Proche et Moyen-Orient, l'on trouve toujours le Québec du côté « de l'opprimé ». Ce qui est excellent... mais à la condition que l'on puisse réellement identifier qui est l'opprimé ou la victime dans certains cas. Certes, le Proche et Moyen-Orient ne sont pas aussi faciles à comprendre, mais lorsqu'une Nation se veut indépendante, il lui appartient de regarder les deux côtés de la médaille tout en se dissociant de la problématique étrangère... Ce faisant, elle pourra alors avoir un regard plus équilibré et moins biaisé, basé sur une analyse concrète et objective. Ce qui ne semble pas le cas actuellement...!

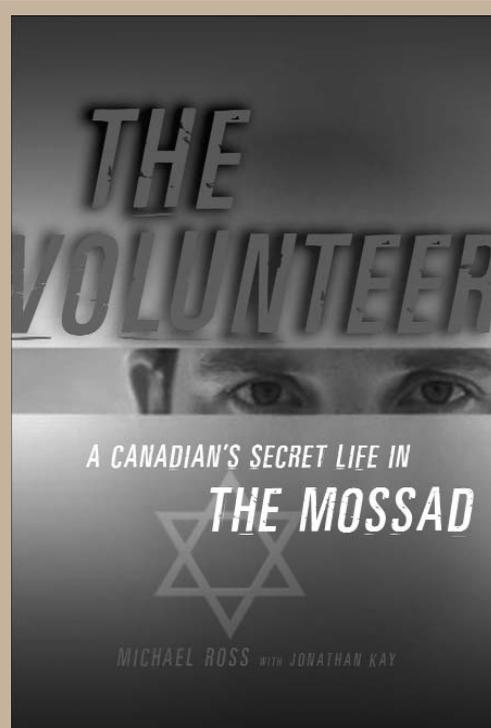
Bref, lorsque l'on décide de fonder un pays, l'on est dans l'obligation de définir sa position sur la scène internationale, non seulement en matière d'environnement qui est, certes, une cause sacrée. Il s'agit avant tout de faire la preuve d'une compréhension tous azimuts de l'autre aussi bien à l'intérieur des frontières du Québec qu'à l'extérieur. Ce n'est qu'en comprenant les réalités qui secouent le monde actuel et en ayant le budget nécessaire pour former la machine gouvernementale à ces problématiques pour donner l'heure juste et objective, que le Québec pourra espérer être prêt pour franchir le pas vers une indépendance totale ! ■

THE VOLUNTEER

The riveting story of a Canadian who served as a senior officer in Israel's legendary Mossad.

For seven-and-a-half years, Ross worked as an undercover agent — a classic spy. In *The Volunteer*, he describes his role in missions to foil attempts by Syria, Libya, and Iran to acquire advanced weapons technology. He tells of his part in the capture of three senior al Qaeda operatives who masterminded the 1998 attacks on American embassies in Kenya and Tanzania; a joint Mossad-FBI operation that uncovered a senior Hezbollah terrorist based in the United States; and a mission to South Africa in which he intercepted Iranian agents seeking to expand their country's military arsenal; and two-and-a-half years as Mossad's Counterterrorism Liaison Officer to the CIA and FBI.

Many of the operations Ross describes have never before been revealed to the public.





David T. Jones

David Jones is a former senior counselor at the American Embassy in Ottawa. He is a well-known columnist contributing frequently to many publications including The Hill Times. He writes from his home in Arlington, Virginia. This is his first appearance in The Métropolitain.

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

COUILLARD'S MOUNTAINS AND SOCIETY'S MOLE HILLS

Bernier-Couillard: A little southern sympathy

The petty indignation that ran rampant through the media and phone-in lines following the Bernier-Couillard 'saga' was a hypocritical blight on Canada's (and especially Montreal's) supposed openness and sophistication. David Jones provides some welcome perspective on this timid bookmark in the recent annals of sex and political power:

WASHINGTON - Sex sells. And a good sex scandal generates 360 degree, "24/7" attention.

Thus Canadians (and Canada watchers around the world) have found the Bernier-Couillard saga a perfect foil for all sorts of analysis both light and ostensibly deep—certainly more than that accorded whatever serious issue a serious commentator would select for public attention.

But for both the former foreign minister and the young lady one can have a degree of sympathy—although perhaps more for Ms Couillard than Mr Bernier.

Essentially, Mr Bernier had to know what (so to speak) he was getting into. He is a mature adult with the personal relationships that a handsome, well-to-do, socially (and then politically) prominent male can anticipate and has enjoyed. If you chose a public "glitterati" life (rather than the "married with 2.5 children" paradigm), you are high wire performing without a net. At least Mr Bernier was not a hypocrite since Ms Couillard was hardly hidden away.

So Mr Bernier can feel more sinned against than sinning. After all French President Sarkozy had a globally flamboyant relationship with his now wife. In Canada, Pierre Trudeau was hardly a secret swordsman prior to his Margaret marriage. And in the United States, JFK

famously (albeit secretly) shared Judith Campbell Exner with Mafia figures. Prior to his predictable victory in the 1996 election, wags said that President Clinton was so confident of re-election that, "he had started dating again." And during his tenure as Nixon's secretary of state, Henry Kissinger was the subject of endless salacious gossip linking him with a variety of the sex symbols of

more of a stupidity than a crime (regardless of the regulations for handling classified material and the sanctions for mishandling). It epitomizes the rarely mentioned bureaucratic reality that senior officials' responsibilities fill so much time that unless one spends 20 hours a day behind the desk, these officials—against regulation—will take classified material with them

French President Sarkozy had a globally flamboyant relationship with his now wife. In Canada, Pierre Trudeau was hardly a secret swordsman prior to his Margaret marriage. And in the United States, JFK famously (albeit secretly) shared Judith Campbell Exner with Mafia figures.

the era; prior to marriage (his second) to Nancy Maginnes, their relationship was not assessed as platonic.

Regarding the security violation of leaving his NATO summit briefing book in Ms Couillard's home, this is

upon departing work. To attempt to cope with the material, they will carry such material home, and they will study it on the plane while traveling to their meetings and conferences; it is simply a reality that there is too much to do/learn in too



little time. Moreover, the briefing books are daunting in dimension—for a senior U.S. official at such a meeting, there could be multiple books, each hundreds of pages long. Thus tearing pages out of these books—as Bernier is accused of doing—is a self-defense mechanism: you've made a judgment that this is material to which you want to give further attention.

As to what was actually in Bernier's briefers, the answer is "the kitchen sink and stove."

A long, long list of possible issues and topics would have been circulated and vetted within the foreign ministry and related ministries as well as by the PMO/PCO; there would have been "information memos" on topics and situation reports from Canadian embassies. If the book paralleled material historically prepared for senior U.S. officials, there would be schedules for events; reviews of recent NATO history and organizational background; basic NATO documents and the "draft" communiqué to be released at the meeting; media guidance; capsule political/economic analyses of the individual NATO countries; brief bio sketches of attending foreign

ministers and the NATO Secretary General with whom Bernier was scheduled to meet formally or in "pull aside" encounters.

More importantly, there would have been basic "talking points" on Canadian positions for topics such as Afghanistan and NATO expansion with specific points tailored for individual encounters. So extensive can these preparations become for U.S. principals that the detailed memos have "cover memos" condensing the topics—and then end with a 3" by 5" card making further refinements. Often the minister is so overwhelmed with information that an action officer/ambassador spends the last couple of minutes prior to a meeting providing the essential "need to know" information.

So it is certainly possible that the famous left behind briefing book was totally superfluous—that Bernier had torn out the most pertinent material, folded it up, put it in his suit jacket, before turning to more engaging activity.

And the Woman?

Commentary on Ms Couillard, notably from female journalists, reflects more than a bit of "meow-meow" along the lines of "the only real estate she was selling was..." There is a sense that these commentators, who have intellectual and professional skills in their fields akin to Ms Couillard's physical attributes at least mildly envy her, perhaps mentally speculating what they would have been able to accomplish with their minds in her body.

Men simply appreciate that she was an alpha male trophy.

But Ms Couillard is no international *femme fatale* and certainly not qualified as one of the *grande horizontals* of say the Pamela Harriman ilk. Indeed, she was a local girl trying to make good into better. ■



**Le Groupe
Parlementaire**

The
**Parliamentary
Group**

The Parliamentary Group
400-200 Elgin Street
Ottawa, Canada K2P 1L5
613.860.0043
www.parliamentarygroup.com







The Parliamentary Group assists with regulatory, governmental and legislative advocacy issues. Our pan-Canadian government relations and lobbying firm helps clients navigate the often confusing corridors of government with a comprehensive range of services.

Nathalie Elgrably-Levy

Chroniqueuse au Journal de Montréal, Nathalie Elgrably-Levy est économiste



L'ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT : POUR QUE LA RAISON GOUVERNE ENFIN NOS APPROCHES

NON au catastrophisme climatique

Depuis la signature du protocole de Kyoto, les grand-messes sur le climat se multiplient. Qu'il soit question des conférences de Buenos Aires, Montréal, New-York, Nairobi, Vienne, Bali, Bangkok, ou d'autres, elles invitent les représentants de tous les pays à réfléchir sur la problématique des changements climatiques et à trouver les moyens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

À cet égard, le Canada n'est pas en reste. Le ministre fédéral de l'Environnement, John Baird, compte réduire de 20% des GES d'ici 2020, alors que la ministre québécoise du Développement durable et de l'Environnement, Line Beauchamp, entend faire du Québec la première province canadienne à adopter les sévères normes californiennes sur les émissions de GES des véhicules légers.

Qu'elles soient draconiennes ou modestes, les mesures proposées demeurent des interventions étatiques ayant pour prétention de contrôler le climat. Tous les gouvernements s'arrogent le droit de légiférer sous prétexte qu'il existerait un consensus sur les causes et les conséquences des changements climatiques. Selon le prêt-à-penser climatique, la terre se réchauffe en raison du comportement irresponsable de l'homme et il faut agir maintenant avant que la vie n'y soit plus possible.

Or, si l'existence d'un consensus politique peut paraître incontestable, le soi-disant consensus scientifique n'est que supercherie. D'ailleurs, la science ne se base pas sur le consensus! La science est fondée sur le doute, sur l'esprit critique et surtout sur les preuves empiriques irréfutables. Pourtant, même si la thèse des environmentalistes est discutable, de plus en plus de gens y adhèrent notamment en raison de la complicité d'artistes en quête de popularité, et de médias partisans et paresseux qui rapportent tout ce qui supporte cette thèse mais choisissent d'occulter tout ce qui pourrait la contredire.

Pourtant, il est non seulement légitime, mais également sain de mettre en doute les prédictions effrayantes des prophètes du climat. Aristote n'affirmait-il pas que «le doute est le commencement de la sagesse»? Et nombreux sont les scientifiques qui doutent des effets du réchauffement climatique. Parmi

eux, Yuri Izrael, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), affirme qu'il est impossible de prouver l'influence de l'activité humaine sur le réchauffement climatique. Roger Revelle, océanographe à l'Université Harvard, a démontré également le manque de fondements des propos alarmistes. Rappelons aussi la lettre que Ian Clark, climatologue à l'Université d'Ottawa, et 60 experts ont adressée au premier ministre Harper et dans laquelle ils affirment, preuves à l'appui, que les modèles de prévisions climatiques ne sont pas fiables. Il faudrait ajouter le point de vue de l'astronome russe Habibullo Abdussamatov et celui de William Feldman, scientifique à la NASA, qui remettent tous deux en question la responsabilité de l'homme dans le réchauffement puisque la température augmente également sur Mars pour atteindre un niveau record. Le débat est donc loin d'être clos.

Et en admettant que le réchauffement soit causé par l'activité humaine, pourquoi serait-il annonciateur de grandes catastrophes? Assumer que le réchauffement est problématique, c'est affirmer que le climat actuel de la Terre est optimal, qu'il est le meilleur qu'on n'ait jamais eu et qu'on puisse espérer avoir. Or, cette prémisse est non fondée.

L'être humain a traversé des périodes de glaciation et de réchauffement. Il a su s'adapter aux changements climatiques et même en tirer parti. C'est d'ailleurs pendant la période du réchauffement médiéval que le chef Viking Erik Le Rouge bénéficia d'une mer libre de glace pour s'installer au Groenland, y cultiver la terre et y élever du bétail. L'être humain a également réussi à s'adapter à des conditions climatiques extrêmes et à transformer des déserts en oasis luxuriantes.

Partir du principe que tout réchauffement est nécessairement

préjudiciable, c'est oublier que les périodes les plus chaudes correspondent souvent aux périodes les plus prospères de l'histoire de l'humanité. C'est passer sous silence les avantages que pourrait générer le réchauffement actuel. Ainsi, il pourrait nous permettre de gagner d'importantes étendues de terre cultivables, de réduire nos besoins en chauffage et, par ricochet, d'économiser les matières premières comme le pétrole. Non seulement l'humanité a survécu aux périodes de réchauffement précédentes mais elle a continué à se développer et est maintenant plus prospère que jamais. Alors pour quelle raison devrions-nous croire les prophètes du climat qui nous annoncent une apocalypse imminente?

À supposer même que le réchauffement soit globalement négatif en plus d'être d'origine humaine, il reste alors une dernière question importante à laquelle il faut répondre : Le Protocole de Kyoto est-il la meilleure solution ?

D'une part, il est un échec retentissant : les statistiques du gouvernement américain révèlent que les émissions mondiales de GES ont augmenté de 18% entre 1997 et 2004. Plus précisément, les émissions des pays signataires ont augmenté de 21%, celles des pays non-signataires, de 10%, et celles des États-Unis, de 6,6%.¹ D'ailleurs n'est-ce pas prétentieux de la part de notre gouvernement de vouloir réguler le climat alors qu'il est incapable de gérer de moindres responsabilités telles que l'état du réseau routier ou les fils d'attente dans les hôpitaux?

Si les effets du Protocole de Kyoto sont imperceptibles sur le climat, en revanche cette entente engendre des coûts énormes, de l'ordre de 165 milliards de dollars US par an. Pourrions-nous faire mieux pour l'avenir de la planète en dépensant ces sommes autrement? La réduction drastique des CO₂ est-elle réellement

la seule issue possible?

Il existe pourtant d'autres solutions et elles devraient tout au moins être prises en considération. L'étude du National Center for Policy Analysis, intitulée *Living with global warming*, ainsi que les travaux du Consensus de Copenhague² (sous l'autorité de Bjorn Lomborg), en proposent quelques-unes. Mais il est particulièrement intéressant de noter que ces recherches présentent le Protocole de Kyoto comme un investissement non rentable. Comme il occasionne des coûts supérieurs aux avantages qu'il génère, il appauvrira l'humanité. Il est donc certainement possible de répondre aux défis que pose le monde d'aujourd'hui de manière plus efficace qu'en s'attaquant au CO₂. Finalement, le discours tenu par les fanatiques de l'environnement est contradictoire. D'une part, ils affirment que le réchauffement est précurseur de catastrophes naturelles et, d'autre part, ils défendent un protocole qui se traduira, s'il est respecté, par un appauvrissement collectif. Or, il faut être riche pour vivre confortablement dans des conditions climatiques extrêmes,

pour se protéger correctement des intempéries ou des fortes chaleurs et pour se doter des technologies qui améliorent les chances de survie lors des cataclysmes. Un tremblement de terre ne ferait-il pas des milliers de morts en Tanzanie alors qu'il ne causerait pratiquement aucun décès en Californie?

Si les prévisions des environmentalistes sont fondées, freiner la croissance n'est pas la bonne solution. Il faudrait au contraire assurer la prospérité des pays occidentaux et mettre en place des mesures qui permettraient aux pays en développement de s'enrichir rapidement.

Les discussions autour des changements climatiques ont jusqu'ici été guidées par l'émotion. Il est temps de faire place à la raison! ■

¹ U.S. census Bureau, The 2007 Statistical Abstract, http://www.census.gov/compendia/statab/comparative_international_statistics/climate_environment/ (consulté en novembre 2007).

² National Center for Policy Analysis (NCPA), *Living with global Warming*, <http://www.ncpa.org/pub/st/st278/index.html>

RETRO HEAT

Old Cast Iron Radiators



Shafter Bros. Inc.
Since 1927

259 Van Horne Avenue
Montreal, Quebec Canada
H2V 1H9
Tel: 514.274.8347
Fax: 514.274.7652
Toll Free: 1.800.361.1778

www.oldcastironradiators.com
www.steamexperts.com





David Simard

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

LE DOCTRINARISME EST TOUJOURS INUTILE, QU'IL SOIT DE DROITE OU DE GAUCHE

Le marché et ses “vertus”

Avec la montée de la droite au Québec, les idéologues néolibéraux se font entendre de partout. Si leurs arguments méritent d'être entendus, il faut tout de même veiller à remettre certains pendules à l'heure.

Ainsi, s'il est vrai que l'État-providence doit s'adapter aux réalités nouvelles, il ne doit cependant surtout pas disparaître. Aussi, les adeptes de la doctrine néolibérale

tendent à laisser croire qu'être libéral, ce serait être ennemi de tout rôle pour l'État. Le libéralisme politique est avant tout synonyme de pragmatisme ; pour un libéral, la recherche de la justice sociale est un objectif essentiel à la société.

Tout est au fond une question d'équilibre. Ceux qui rejettent en bloc les efforts pour rendre l'État plus efficace et moins contrôlant

pour les individus sont tout aussi prisonniers de leurs dogmes idéologiques que peuvent l'être les néolibéraux doctrinaires. De fait, le secteur privé a certaines méthodes de gestion dont l'État devrait toujours pouvoir s'inspirer. Ainsi, il ne sert à rien d'exclure pour l'État tout recours aux PPP, et même la privatisation si nécessaire. D'ailleurs, le thème de la privatisation de la

Société des Alcools du Québec, évoqué par notre collègue Vincent Gélos dans le dernier numéro du *Métropolitain*, devrait pouvoir être débattu sans anathèmes lancés de part et d'autre.

Mais de là à vouloir que l'État renonce à tout rôle, ou presque, n'est certainement pas une solution qui favorise le citoyen : le contraire s'avère souvent vrai. Pensons aux plusieurs instances où le rôle de l'État est nécessaire : Radio-Canada ; le transport public ; l'accès aux soins de santé et à l'éducation ; les médias communautaires ; les arts et la culture ; l'eau potable ; la recherche scientifique et j'en passe. Ce sont là des piliers de notre société, dont chacun contribue directement à notre qualité de vie. Vouloir à tout prix que l'État renonce à tout rôle dans ces domaines tout en croyant que la société ne s'en porterait que mieux, c'est sombrer dans l'utopie. Qu'on l'appelle néolibéralisme, c'est de l'utopie quand même.

Les néolibéraux de chez nous s'inspirent beaucoup de la situation qui prévaut aux États-Unis de George W. Bush. Le désengagement de l'État si cher au cœur de nos néolibéraux d'ici, en d'autres termes les merveilles du libre-marché tout azimut, c'est par exemple 60 millions d'Américain qui n'ont pas accès aux soins de santé de base.

Nos néolibéraux rétorqueront sans doute que les hôpitaux privés américains offrent des services de beaucoup supérieurs à ceux de notre système public. Il fallait y penser, en effet : que l'on prive donc 20% des Canadiens de l'accès aux soins de santé de base ; exigeons aussi de chacun des autres contribuables qui restent qu'ils défraient une partie importante du budget familial pour couvrir les coûts des assurances (privées, bien sûr). Sans doute que nous aurions alors un système hors-pair et dépourvu de files d'attente.

Cependant, le coût social et même moral n'en serait quant à lui même pas chiffrable, tellement les conditions de vie de tant de citoyens seraient fragilisées. La privatisation n'est donc pas la panacée dont certains rêvent. Il ne s'agit que de s'ouvrir le moins possible les yeux pour constater que certains problèmes sociaux ne peuvent être réglés qu'en recourant aux leviers que nous offre l'État. Le décrochage scolaire, par exemple : le marché mur à mur ne pourra jamais corriger ce problème, mais l'État pourrait certainement faire une différence en ce dossier, s'il investissait les

ressources nécessaires (pas pour accroître la bureaucratie mais pour réellement affronter le problème) et déployait les efforts requis.

Si nous voulons une société où n'importe quel individu prêt à travailler soit susceptible de pouvoir améliorer son sort, on doit aussi penser à ceux qui n'ont pas joui au départ de l'avantage d'être issus de la classe moyenne. Ceux qui travaillent plus fort doivent certes recevoir leur juste rétribution pour leurs efforts, mais en contrepartie, la responsabilité incombe à l'État, garant du mieux-être collectif, d'assurer à chaque individu l'accès aux outils nécessaires à son autonomisation : l'éducation par exemple.

Donc, les vertus du marché, je veux bien, mais pas si elles ne favorisent pas le mieux-être de la société, dont la justice sociale et la préservation de l'environnement ne sont que deux des conditions essentielles. Le marché ne pourra jamais résoudre à lui seul les problèmes sociaux et environnementaux. Ce n'est pas son but ni son rôle. L'État garde donc son rôle, même si ce rôle est appelé à constamment s'adapter aux nouvelles réalités... qui ne sont pas seulement celles que le marché tente parfois d'imposer. ■

Si nous voulons une société où n'importe quel individu prêt à travailler soit susceptible de pouvoir améliorer son sort, on doit aussi penser à ceux qui n'ont pas joui au départ de l'avantage d'être issus de la classe moyenne.

A public service announcement made possible through the generous support of the Cola Family.

\$10,000.



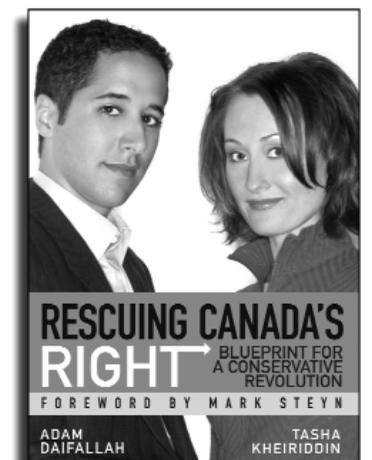
Wanted. Alive.

OPERATION: LAST CHANCE is a campaign to bring remaining Nazi war criminals to justice by offering financial rewards for information leading to their arrest, conviction and punishment. This initiative has been launched in Germany, Lithuania, Latvia, Estonia, Poland, Romania, Austria, Croatia, Hungary and now Canada.

If you have important information to share, in confidence, contact: 416-864-9736 or olo@fswc.ca
www.operationlastchance.org



A Passionate Call for Change.



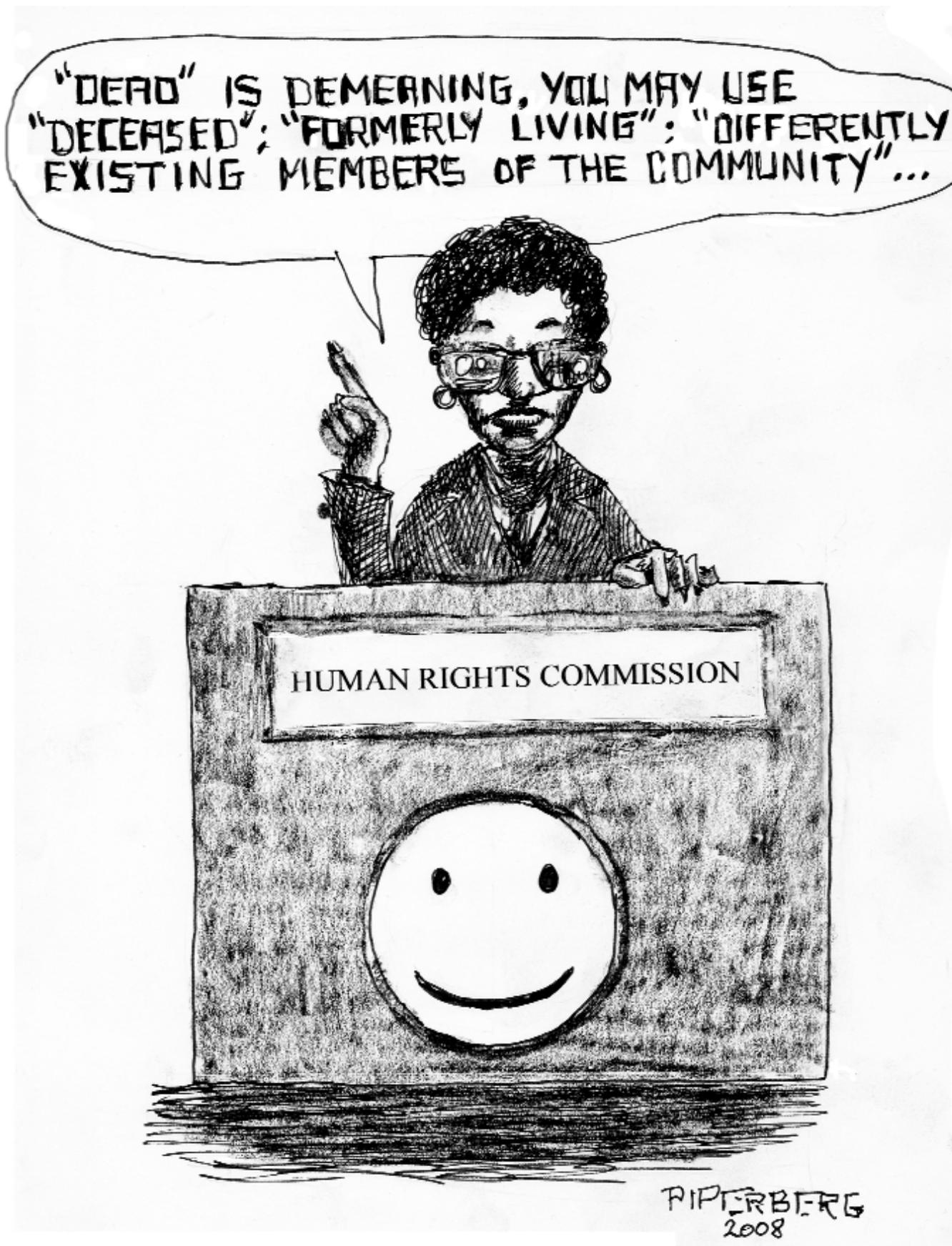
"Tasha Kheiriddin and Adam Daifallah's analysis is bold, provocative and invigorating."
—Mark Steyn

A provocative and timely call to action for civic-minded Canadians yearning for a more competitive political system and better government.

WILEY
Now you know.
wiley.ca

Piperberg's World

RIGHTS AND REASON



SOCIETY



Graham Dodds

Graham G. Dodds, Ph.D., is an assistant professor in the Department of Political Science at Concordia University.

WHO SAID NEW YORK IS OUR SISTER CITY...

Philly, the American Montreal

As a lifetime Philadelphian who moved to Montreal three years ago, I watched the Canadiens-Flyers NHL playoff series with mixed emotions, torn between my childhood hometown and my adopted home. Hockey fans in both cities heartily booed each other and ridiculed their opposing partisans, but with my split loyalty, I've been struck by just how much the two cities have in common.

Let's start with geography and history. Both are eastern port cities with a long history. Montreal was founded in 1642 by Paul de Chomedey and Catholic missionaries, Philadelphia was founded in 1681 by William Penn and the Quakers (the Society of Friends). The cities are roughly the same size:

Philly has 1.5 million residents with another 4 million in surrounding areas, while Montreal has 1.6 million habitants with another 2 million in nearby municipalities. Physically, both cities have compact, modern

downtowns marked by restrained development: buildings cannot surpass the 233m Mount for which Montreal is named, while in Philly a "gentlemen's agreement" held sway until 1987 that said buildings could not rise higher than the hat of the statue of William Penn atop City Hall (167m), which was the tallest building in the world from 1901 to 1908.

In terms of character, both cities have considerable charm and a rich cultural heritage, including fine museums, world-class orchestras, wonderful parks, great architecture, and elite universities. But both can be dysfunctional, too. Even for those of us who love them, Montreal and Philly can seem like chronic underachievers that stubbornly fail to live up to their potential. Both cities have long suffered from mediocre leadership and inefficient municipal workforces. (Remember the 2006 expose that found Montreal's blue collar workers spent more time at

donut shops than fixing potholes?) Montreal's potholed avenues and crumbling infrastructure aren't much worse than Philly's, and both burghs have expensive and unreliable public transit systems.

At the human level, the people of both cities have a similar collective personality. Both cities are essentially loose collections of distinct neighbourhoods. And just as the Quebecois self-image is generally hard-pressed, working-class, and "salt of the earth," the fictional struggling boxer Rocky Balboa has been proudly embraced as the quintessential common-man hero for lunch-pail, blue-collar Philly. Historically, both cities have been divided: Montreal linguistically, Philly racially. Indeed, the flight of tens of thousands of Anglos from Montreal since the 1970s is mirrored by the "white flight" Philly has suffered since the 1950s. Montreal's old division between French East and English West has been blurred

by multilingualism, new immigrants, and an easing of linguistic tensions, but it's still there, as evidenced by recent concerns that francophones might no longer constitute a majority on the island. In Philly, the divide is racial, with nearly equal numbers of white and black residents, and although racial tensions may be lower now than in previous decades, the black-white division is still geographically stark, with many segregated neighbourhoods.

Of course, some Quebecers have invoked the politicized parallel between the linguistic and racial divides, as with Pierre Vallières's polemical 1968 book "White Niggers of America" and old admonitions from Anglo bosses to their Franco workers to "speak white." And in both places the formerly oppressed groups have risen up to claim political victory: Quebec Premier Jean Lesage's 1962 rallying cry of "Maîtres chez nous!" is echoed by Philly Mayor John

Street's 2002 boast that "the brothers and sisters are running the city... We are in charge!"

And sometimes Philly can play language politics, too. The famous South Philly cheesesteak shop Geno's probably has never heard of Camille Laurin's Bill 101, but it adamantly refuses to serve customers who don't place their order in English, despite its increasingly diverse clientele. And just as courts occasionally question Quebec's coercive language laws, Geno's own linguistic dictates have also met with legal challenges.

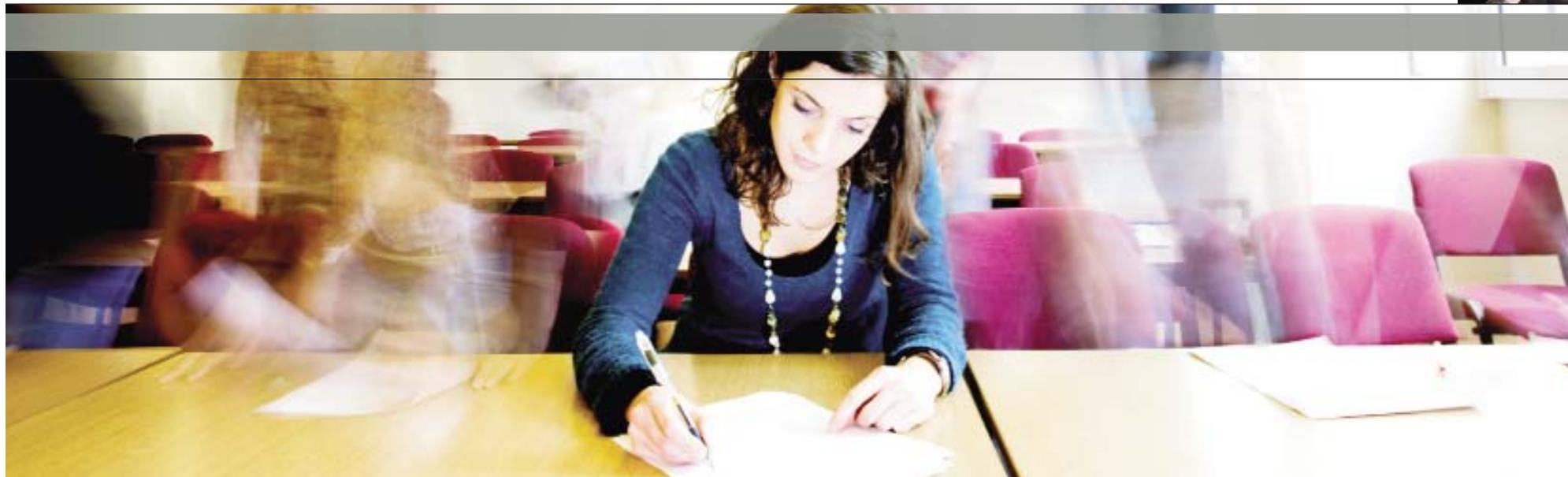
Speaking of food, cuisine is yet another area in which the cities are similar. Both have distinctive, indigenous foods, that tend toward unhealthy amounts of calories and cholesterol. Montreal's smoked meat, cretons, and bagels are the dietary and cultural equivalents of Philly's cheesesteaks and hoagies, scrapple, and soft pretzels. (Poutine seems to have no analogue; it is unique.)

Both cities have a problematic relation with their state/province, as they're much more diverse and liberal than the rest of Pennsylvania and Quebec. Thus, both enjoy an ease and familiarity with differences that are much more controversial in the hinterlands, as evidenced by Quebec's traveling "reasonable accommodation" commission and April's Democratic presidential primary in Pennsylvania. The cities also have a complicated rivalry with their respective countries' primary metropolises, New York and Toronto. Philly was America's largest city until 1830, when New York surpassed it, and Montreal was Canada's largest until the 1970s, when Toronto surpassed it. Philadelphians resent living in the shadow of New York and its smug claim to be the center of the universe, just as Montrealers are staunch critics of Toronto's self-importance within Canada.

And both cities are sports-crazy, with many knowledgeable, passionate fans who on occasion even boo their own teams. Montrealers fondly recall the Habs' last championship in 1993, while Philly fans have to go back a decade earlier: despite having teams in each of the four major professional sports leagues, Philly hasn't won a championship since the 76ers topped the NBA in 1983. But despite the tensions of the recent hockey series, the two cities remain very similar: Philadelphia is the American Montreal. ■

Both cities have a problematic relation with their state/province, as they're much more diverse and liberal than the rest of Pennsylvania and Quebec. Thus, both enjoy an ease and familiarity with differences that are much more controversial in the hinterlands, as evidenced by Quebec's traveling "reasonable accommodation" commission and April's Democratic presidential primary in Pennsylvania.





Éducation : pour aider les parents

Il y a quelques jours, *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec* ont publié sous forme de classement des données relatives au taux de décrochage des écoles secondaires du Québec. On ne peut que saluer l'intérêt que portent ces deux grands quotidiens à la réussite des élèves, dans la mesure où il s'agit d'aider les parents en leur fournissant suffisamment d'informations pour qu'ils puissent faire un choix éclairé quant à l'école que fréquenteront leurs enfants.

Cette initiative nécessite cependant de rappeler qu'il est possible d'aller plus loin en y ajoutant un ensemble de mesures d'efficacité. La dynamique scolaire est complexe et ne peut se résumer à un seul indicateur. Un taux d'abandon scolaire élevé peut être le symptôme d'un problème plus profond, mais il peut aussi traduire une situation particulière à l'école. Par exemple, les écoles Père-Marquette, Saint-Henri et Pierre-Dupuy, à Montréal, ont obtenu un taux de décrochage parmi les dix plus importants au Québec. Elles avaient toutefois une clientèle étudiante composée d'élèves handicapés ou en difficulté de plus de 40 % selon les données du

ministère de l'Éducation. Ces trois écoles ont également eu par le passé une proportion importante d'élèves en retard dans leur cheminement scolaire. Bien que le classement publié ait identifié les écoles avec une clientèle étudiante en difficulté, ne tenir compte que du taux de décrochage peut mener à des conclusions extrêmes qui représentent mal le rendement de l'école et l'impact réel de la direction et du personnel sur la réussite des élèves.

C'est pourquoi l'Institut économique de Montréal contribue chaque année, depuis neuf ans, à la publication d'un Palmarès des écoles secondaires du Québec (voir : www.iedm.org) dans le magazine *L'actualité*. Cette évaluation tient compte d'une dizaine de facteurs qui mesurent les résultats des élèves et permettent de mettre en contexte le rendement des écoles. Parmi ces facteurs, on retrouve notamment les résultats scolaires, le taux de promotion, la proportion d'élèves en retard sur le cheminement normal ainsi que le revenu des parents. Cette évaluation est utile aux yeux des parents à la fois pour choisir l'école que fréquentera leurs enfants, afin de comprendre les facteurs qui relèvent

Rendre publique une évaluation rigoureuse et transparente des écoles secondaires réduit de beaucoup le coût de cette recherche d'informations.

du dynamisme propre à leur école et ceux qui sont tributaires du milieu socioéconomique des élèves, ainsi que, une fois ce choix effectué, pour poser des questions à leur administration scolaire sur l'efficacité de leur école.

Isolément, il est long et ardu pour chaque parent de trouver toute l'information nécessaire pour juger du rendement de l'école de son quartier. Rendre publique une évaluation rigoureuse et transparente des écoles secondaires réduit de beaucoup le coût de cette recherche d'informations. Par exemple, en

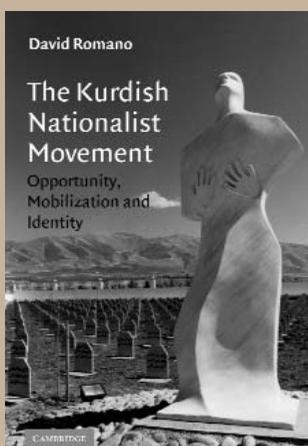
Caroline du Nord, les parents ont la possibilité de demander que leur enfant fréquente une école publique autre que celle de leur quartier. Les commissions scolaires de l'État n'ont toutefois pas à informer les parents des résultats relatifs de chaque école. Le National Bureau of Economic Research américain a mené une expérience en fournissant à des parents une fiche d'information simplifiée sur les résultats scolaires des élèves de chaque école de cet État. Cette étude a démontré qu'informer directement les parents à propos des résultats des élèves de

chaque école aux tests standardisés augmentait de beaucoup la participation des parents au choix de l'école, en particulier dans les milieux défavorisés. Sans surprise, ce choix a favorisé les meilleures écoles.

Il en est ainsi puisque les programmes d'évaluation et de comparaison des écoles introduisent un élément de concurrence entre les institutions en permettant aux parents de faire un choix éclairé et responsable. Ceux-ci pourront ainsi à leur gré récompenser une école efficace en lui confiant leurs enfants ou sanctionner une école qui ne l'est pas en les retirant de celle-ci.

Les écoles aux moins bons résultats subissent donc une pression pour s'améliorer, mais elles ont également la possibilité d'identifier les formules gagnantes des meilleures écoles et de les adopter. En somme, si l'exercice est bien fait, tout le monde y gagne : les écoles par accès à un outil de comparaison et d'amélioration, les parents par la possibilité de faire le meilleur choix pour leurs enfants et, principalement, les élèves qui bénéficient d'un environnement scolaire motivant et mieux adapté à leurs besoins. ■

Cambridge Middle East Studies



David Romano focuses on the Kurdish case to generally try and make sense of ethnic nationalist resurgence. In a world rent by a growing number of such conflicts, the questions posed about why, how and when such challenges to the state arise are becoming increasingly urgent.

Throughout the author analyzes these questions through the lens of social movement theory, considering in particular politico-social structures, resource mobilization strategies and cultural identity. His conclusions offer some thought-provoking insights into Kurdish nationalism, as well as into the strengths and weaknesses of various social movement theories.



CAMBRIDGE
UNIVERSITY PRESS

www.cambridge.org/us



Jessica Murphy

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

RACE AND RECOURSE

Black-focus school debate arrives in Montreal

The black-focus school debate that created a stir in Ontario last year has made its way to Montreal.

In May, the English Montreal School Board held a series of public hearings on focus schools. For the EMSB, it's part of an effort to stem falling enrolment and school closures. "We're just trying to have a menu where people can select options based on their particular tastes. A focus school is just an accommodation of the regular curriculum - plus," said commission chair Syd Wise. But along with recommendations for schools with an arts, science, or sports focus came proposals for heritage focus schools: Jewish, Italian, and Black.

For the black community, the school is, in part, a reaction to the higher than average high school dropout rates seen among black students.

"What we are asking for is a school that has some concern for the history of the black community, which is also oriented to working with families and getting families engaged. To respect the curriculum, but bring some additions to it to create a greater sense of value for

those who participate in the system," said Dan Philips, president of the Black Coalition of Quebec.

The current curriculum is Eurocentric, he contends, and excludes much of the student population. "It leaves room for nothing else. And when people feel they are outside of anything, they are less likely to contribute to its advancement and development" he said. "(An Afrocentric curriculum) would make these students feel they are part of the whole system, it would give them a sense of pride. It would show that the people involved have a concern in their advancement."

Danielle Landry, coordinator for the Third Avenue Resource Centre, a social justice organization that lobbies for increased parental involvement in the school system, agreed some students are marginalized. "Research has proven that there are practices that are discriminatory toward some students," she said. "One of the things we can see is the attitude towards certain groups—but it's very subtle—as subtle as a teacher having less faith in your abilities."



It sends out the wrong message. If you want to change the curriculum, change the curriculum. Don't change the people who are sitting in the classroom.

But the solution, she said, is to increase the role of parents in schools. "If parents are in schools, they'll help change those negative perceptions. And there's a large percentage of success related to the participation of parents."

Philips agreed. "An Afrocentric school must also take that into consideration. It should also get parents involved. It would also attract parents who I see working eight-to-five and don't have the flexibility. You have to be flexible to meet the needs of these parents as well."

"We don't say it's a panacea. We say there must be some kind of thing we can do to show the system there needs to be changes (in order to offer) a better education," he said. "It's a question of that 48 per cent and more who feel they are not part of the system. The system does not cater to them."

But the Black community is not united behind the idea of an Afrocentric school.

"It does not matter what school the child is attending," said Dr. Clarence Bayne, president of the Black Studies Center of Montreal. "The problem has to do with the early development of the child for which the school is only partially responsible."

"I think we have a responsibility to shape the society that we are a part of, not stand outside of it as if we have no power to alter and reshape it. Our very existence and location as breathing decision-making beings represent a measure of power. The system is organized to take this into account. Consistent collective action has effect. The school system is a part of our responsibility."

Landry also felt that the solutions should not be divisive. "The question of inequality needs to be looked at globally. If it's the project of one

lobby group, it means they're only concerned with their own interests. It doesn't address the inequality within the system."

Dr. Phil Abrami, director for the Centre for the Study of Learning and Performance, also expressed concern that black-focus schools were a band-aid solution.

"There are many reasons children drop out of school and I think it's fair to say some of those are beyond the purview of education to deal with," he said. "It's a very difficult and intractable problem. I don't think the answer is a simple one. There's a lot to be said for people with role models like themselves, but there's a lot to be said for integration." He did not support the idea on a personal level, he noted. "It sends out the wrong message. If you want to change the curriculum, change the curriculum. Don't change the people who are sitting in the classroom." ■

SKALA SKALA HOMEWARE PRODUCTS INC. L'ART DE LA SALLE DE BAIN

5375 Paré ave., suite 140 Montréal, Québec H4P-1P7 T:514.735.5888 F:514.735.1378

Pierre K. Malouf

Lu

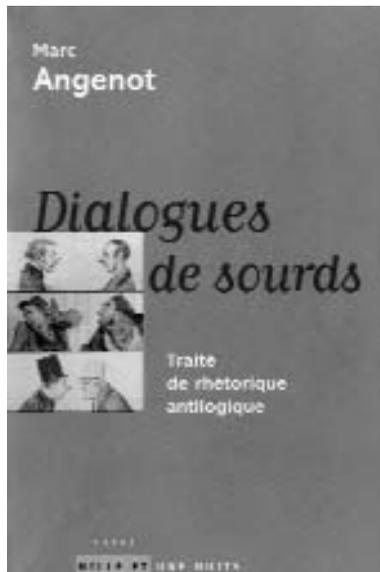
ARTS & STYLE

Pour un meilleur entendement

« Une des tâches du chercheur, dans une société qui a des intérêts solides à l'amnésie et qui a remplacé les langues de bois de jadis par du langage de vent, est de conjurer l'oubli et de se faire mémorialiste systématique de tout un "passé qui ne passe pas" » - Henri Rousso

« Une recherche valide doit se donner pour finalité la reconquête d'une totalité et elle ne peut dès lors que se déployer dans un espace multidisciplinaire. » Ces paroles furent prononcées en 2000 par Marc Angenot, à l'occasion du lancement simultané de trois (!) ouvrages de sa plume. Huit années ont passé depuis, pendant lesquelles, pour notre plus grand bonheur, ce grand intellectuel de chez nous a enrichi son oeuvre de douze (!) nouveaux titres. Le dernier, *Dialogues de sourds*, constitue à tous égards une grande réussite. Marc Angenot vient de produire son chef-d'oeuvre.

Partant du constat que nous discutons, raisonnons, argumentons sans cesse, mais persuadons très rarement (qui, dans quelque débat que ce soit, est vraiment disposé à changer d'avis ?), l'auteur nous montre que, depuis les Grecs jusqu'à aujourd'hui, la plupart des débats sont des dialogues de sourds, chaque partie campant sur ses positions, convaincant non seulement d'avoir raison mais d'être la seule à bien raisonner. C'est toujours l'adversaire qui est irrationnel, l'autre qui use de sophismes, l'autre qui délire !



Marc Angenot
DIALOGUES DE SOURDS
TRAITÉ DE RHÉTORIQUE ANTILOGIQUE
Paris, éditions Mille et une nuits, 2008, 450 p.

Angenot analyse en profondeur les motifs et prétextes de ces blocages, les formes de raisonnement en usage dans les différentes familles d'esprit (raisonnements abductifs, probabilistes, contrefactuels, analogiques, etc.) et se livre à un inventaire très

fouillé des disputes intellectuelles qui ont marqué l'histoire des idées depuis Platon et Protagoras. Plusieurs nous paraissent aujourd'hui tout à fait risibles ou absurdes, qui naguère soulevaient les passions et mobilisaient des régiments de penseurs. Je retiens, parmi plusieurs autres, le cas du mur d'incompréhension qui sépare de nos jours les « rationalistes transcendants et les relativistes ». Les premiers, écrit Angenot, « ne cachent pas qu'ils considèrent leurs collègues-enemis comme des crétins et des faiseurs. La réciprocité est vraie ». Pas besoin de lire entre les lignes pour comprendre que s'il devait choisir son camp, Marc Angenot ne joindrait pas celui des post-modernistes !

Captivant de la première à la dernière page, *Dialogues de sourds* devient absolument passionnant au troisième chapitre, où l'auteur présente les quatre grands types de logiques argumentatives qu'il a relevés dans ses « études de la pensée politique et sociale des deux derniers siècles ». « Ces types, écrit-il, forment des idiosyncrasies argumentatives qui ont été accompagnées et sont encore accompagnées

du sentiment, non moins attesté « au dehors », qu'on se trouve en face de manières de penser spécieuses, « illogiques », menant à des conclusions tronquées ou absurdes et qui ne sont susceptibles que de prêcher à des convaincus. » Il s'agit de la rhétorique réactionnaire, de la logique immanentiste, de la pensée conspirationniste et de la logique utopiste-gnostique.

L'espace me manque pour les résumer toutes, je dirai un mot seulement de la logique immanentiste, typique de la pensée libérale, sans lui être exclusive. Cette logique « exclut et dévalue toute tension raisonnée entre l'empirique et les possibles, entre le factuel et le contrefactuel. Elle ne se reconnaît du même coup qu'un pouvoir prédictif faible et se méfie immensément des grands raisonnements prophétiques et holistes. » Angenot cite Raymond Aron : « Ce n'est jamais la lutte entre le bien et le mal, c'est le préférable contre le détestable. »

Nous le savons bien : les assoiffés d'absolu récusent la pensée libérale. Alors je pose la question : un libéral doctrinaire est-il toujours un libéral ? Je suis tenté de répondre en citant

Angenot, qui nulle part dans son livre ne propose de remède aux maux qu'il diagnostique, mais qui, dans sa conclusion, entrouvre une porte que je m'empresse de franchir après lui : « Je vois un mérite inhérent, à ce que Hans Albert appelle la pensée critique qui est simplement une pensée, non pas prétendue capable de se fonder elle-même, non pas de se trouver un point d'appui hors du monde, mais une pensée capable de se mettre en cause elle-même et, en ce sens, ayant renoncé au définitif, capable de progresser. » Cette pensée susceptible de progrès, je ne la crois pas incompatible avec les grands principes du libéralisme.

Je ne saurais trop insister sur le fait que cet ouvrage d'une tenue intellectuelle irréprochable, est aussi, par la qualité de son écriture, une œuvre d'art. Je ne citerai qu'une phrase en exemple. La justesse du propos et la limpidité du style s'y conjuguent à merveille : « L'idée de vérité objective est immanente à l'activité mentale parce que nous savons qu'il nous est arrivé de nous tromper et qu'il nous est arrivé d'apprendre. »

N'hésitez pas : courez chez votre libraire. ■

Alidor Aucoin

Hanganu is RAIC's gold medal laureate

Dan Hanganu, the Romanian-born architect widely acclaimed for this design of Montreal's Musée d'archéologie et d'histoire de Pointe-à-Callière, believes that much of today's architecture is the work of what he calls "acrobats, who make noise for a period of time, then eventually lose their spark." Many computer designed buildings are, he believes, a "vulgar expression of advanced mediocrity," and lack depth of the art of architecture.

"They are beautiful, they stand out. They are impressive. But when it comes to the essentials of space building, there is not so much there. Twenty years ago, when you looked at a drawing done by an architecture student, it would take you five seconds to know whether the guy was a good architect. Today, they turn out beautiful pictures on a computer screen. They are appealing. They are also a problem, because they have no knowledge of history or of construc-

tion. You need a classical knowledge to be a good architect."

Hanganu, 69, responsible for more than 50 major architectural projects, is the Royal Architectural Institute of Canada's 25th gold medal laureate. He will receive the profession's highest award at a ceremony in Fredericton on June 28.

Since he came to Canada from Romania in 1970, Hanganu has altered the face of the city with his award winning designs. Among his projects are the city hall annex, the Chaussegros-de-Léry, the 19th century building housing the Centre d'Archives de Montréal, designed the Cirque du Soleil's head office as well as the renovations of the Théâtre du Nouveau Monde and the Hotel Godin.

Lisa Rochon, one of the country's leading design critics calls him "an architect of dark, edgy spaces." The RAIC's selection committee says Hanganu was chosen this year's gold medallist, for his exceptional skills.

"His buildings are not showy, but significant," reads their citation. Hanganu, 69, completed his architectural studies in Bucharest in 1961. He practiced in Romania and France before immigrating to Toronto. After first working in Toronto, He began teaching at McGill University, Montréal then opened his own office in Montréal in 1978 and became one of the first architects to incorporate existing historic structures within contemporary design.

He won his first Governor-General's award for architecture in 1985 for Les Habitations Parc Quesnel, 21 residential condominiums on Nuns' Island. He also picked up a medal for the Université du Québec a Montreal design pavilion on Sanguinet St. The Ordre des architectes du Québec has given him eight awards or mentions of excellence and the Government of Quebec, the Governor General, the Canadian Wood Council and the

Save Montreal Society have, repeatedly recognized the quality of his work.

Most of his work is concentrated in Montreal, but he is at work on a convention centre and office tower in Bucharest and a housing project for Breton Flats in Ottawa.

Hanganu says there are very few good architects at work these days. Among the few he admires are the Italian architect Renzo Piano, a Pritzker Architecture Prize winner who designed the Pompidou Centre in Paris, Japan's Toyo Ito, known for his extreme concept buildings, and the celebrated French architect Jean Nouvel, this year's Pritzker prize winner.

Hanganu was on the short list for the Museum of Human Rights to be built in Winnipeg. His concept for the museum was black and fearless, going to the heart of the absolute need for human rights in the world. While most critics thought he de

deserved to win, American architect Antoine Predock was awarded the job for a much more glitzy "tower of hope" that emerges from a transparent base.

"Democracy," Hanganu believes does not serve architecture well.

"What we once admired through history was built by the strong and the strong willed. You cannot glorify that now, because the concept is outdated and politically incorrect. But sometimes we need people to remind us when the emperor has no clothes.

"There is such a cacophony in almost everything architects do these days.

We have to be more careful, we need to pay attention to what we do best as architects. Once it was the end result that mattered, today we are mesmerized by the design process itself. People are not so much interested in architecture anymore as they are interested in construction." ■

Alidor Aucoin

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

NEW MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN SHOW MARKS MONTREAL'S ASCENDANCY IN THE CANADIAN ART WORLD

Triennial at the MAC a coherent triumph

Not so long ago you had to hang out in New York, Los Angeles or Vancouver to see contemporary North American art of any significance. But if you want evidence that art as good and as interesting is being made by Quebec artists, you need look no further than the Triennial at the Musée d'art contemporain de Montréal that runs until Sept. 7.

The exhibition, Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme, is the first show of its kind in Canada. It features 135 works by 35 artists, and in keeping with the theme, it's a hot, happening, transformative experience. One can argue about the big names who are missing from the show, such as G n vieve Cadieux,



David Altmejed at work.

but no one can complain about the stimulating artists and art that have been assembled.

David Altmejed's disturbing, even brutal giant figurative sculptures are reminiscent of the kind of extended realism Mark Prent was turning out in the 1970s. Étienne Zack, better

known in Vancouver art circles than he is in Montreal his hometown, explores the boundaries between logic and the imaginary with his cubist acrylic and oil, Cut and Paste.

Last year's Sobey Art Award winner, Michel de Broin, is represented with his exhilarating sculpture, Black Whole Conference, a giant sphere fashioned out of 72 chairs floating in solidarity with one other. There are cutting edge video installations by Patrick Bernatchez - I feel Cold Today, a pointed commentary on corporate alienation - a suite of empty offices fill with drifts of snow - and his absurdly surreal, Chrysalide: Empereur, in which a man dressed in a clown suit behind

the wheel of his car nonchalantly smoking a cigarette, as the vehicle is slowly submerged in water.

Gwena l Bélanger's Le Faux Mouvement is a hypnotic masterpiece of digital technology that features shattering panes of mirrored glass. Mirrors figure in another artwork by Nicolas Baier, winner of the Prix Pierre-Ayot several years ago. Its a collection of antique mirrors that speak to us of another time and place.

The Triennial, organized by Paulette Gagnon, Mark Lanct t, Jos e B lisle and Pierre Landry, the triennial is a coherent triumph, a showcase of contemporary talent that even has Toronto critics salivating.

Is Montreal the Real Art Capital of Canada, asked the Globe and Mail's Sarah Milroy, who is convinced the exhibition is only the beginning of Montreal's supremacy on the contemporary Canadian art scene.

"With all its vitality and freshness," Milroy writes, "the show leaves one with the unmistakable impression of Montreal's ascendancy. Quebec artists are emerging now knowing who they are, apparently not seeking validation from elsewhere to feel empowered."

Nothing is Lost, Nothing is Created, Everything is Transformed, is at the Musée d'art contemporain until Sept. 7 (514-847-6232 or macm.org) ■



Louise V. Labrecque

Lu

Sur mon chemin, j'ai rencontré le réel

Que faire ici ? Et pourquoi ? Pourquoi j' cris ? Quels discours, quels pays ? Qui suis-je ? Où vais-je ? La disparition possible dans l'anonymat pousse toujours à une recherche de ce qui constitue son originalité propre. L'identité, la citoyenneté, la mémoire, les crises inévitables à traverser, individuellement et collectivement, fondent la route de l'écrivain, et l'écrivain, ici, a eu besoin de comprendre la route qui l'a mené de Bagdad   Montréal. La poésie de Naïm Kattan est perceptible tout au long de la lecture de ce lumineux recueil d'essais qu'est * crire le réel*, et elle confirme le

parcours de l'écrivain. Deux dialectiques, deux discours : Orient/Occident, dans différentes visions, non pas manichéennes, que l'on se rassure bien, mais plutôt comme des voyages dans le mouvement, dans de brèves analyses, en guise d'exercices, comme pour empêcher l'oubli et la mort.

Après plus de 40 livres, la mémoire de Naïm Kattan est bel et bien persistante et interroge les voies d'évitements, tout ce que l'on fait, en somme, pour éviter normalement les grandes questions contemplatives. Oui, mais pas ici. Il se fait confidences, il reprend le discours sur le temps, comme on reprend le

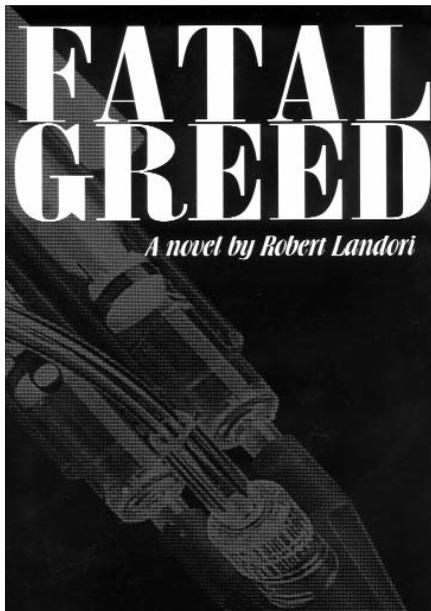
train, qui s'était arrêté, dans l'autre voie, celle de l'échec. Naim Kattan est n  à Bagdad, a fait ses études supérieures à Paris, a voyagé partout, et est venu à Montréal, « la ville de toutes les naissances ». On sent bien la tentation de l'insondable, le danger d'être un nouveau Narcisse. Toutefois, l'auteur évite ce piège comme on abandonne le démon du verbe, l'intime menacé de toutes parts, puisque la vérité est que le poète est plus bavard qu'un romancier. En effet, il parle de pluralité des discours, dans la mouvance et, c'est obligé, dans plusieurs directions à la fois.

Bref, difficile d'accoler une étiquette à ce recueil, mais on pourrait affirmer, sans exagérer, que l'auteur nous invite à ralentir les choses, pour mieux dire, mieux comprendre, et pour saisir la gr ce, celle de la création assurément, mais également celle de la vie, cela sans se contredire soi-même. En littérature, tout se bâtit lentement, mot à mot, page par page. Naïm Kattan revient d'exil; il revient toujours de quelque part, il marche à la manière du juif errant. En fait, il dira qu'il n'erre pas, que dans son espace frappé de multitudes, au lieu d'errer il écrit : « Je suis un nomade

qui reconnaît la route en la parcourant, me retrouvant chaque fois à moi-même ». Une dynamique, un mouvement, dans l'écriture même, dans la réflexion, et dans l'action. Produit d'influences multiples, * crire le réel* imprime des réflexions fortes, soulève des questionnements à la fois intérieurs et extérieurs. Difficile de ne pas se sentir concerné, touché, bien que le moi est toujours si limité dans cet immense découpage d'idées, de notes de voyage, de souvenirs.

  son arrivée à Montréal, il y a un peu plus d'un demi-siècle, Na a Kattan a fondé, sous l'égide du Congrès juif canadien, le Bulletin du Cercle juif, feuille modeste peut-être, mais qui fut tout de même la première publication non-catholique de langue française au Québec. Avec des réflexions pointues sur la politique internationale, la mondialisation, la langue française et les origines, Na a Kattan a su parcourir l'acte d'exister, de créer, et d'agir, en se retrouvant à chaque fois face à lui-même.

Bref, lire ce livre insuffle une dynamique, un mouvement dans la réflexion, dans l'action ; dans l'écriture même, obligeant le lecteur à prendre la vie dans ce qu'elle est en train de devenir, là, pavant la voie à un nouveau pays, une nouvelle réalité, un autre soi dans la communauté humaine. Un exil à fois intérieur et extérieur. ■



Mutant Mad Cow Disease in Toronto. Murder in Palm Beach. The arcana of Bermuda offshore banking. Ex-CIA and Mossad men desperate to seize a weapon of mass destruction from Al-Qaeda, off the Caymans, on the morning of 9/11. *Oh, and love.* What more could you ask for in this hard-cover thriller by Robert Landori. Get it at Chapters/Indigo, or order an author-signed copy from the publisher.

Dear Studio 9, please rush me _____ author-signed copies of Fatal Greed at \$39.00 each (including tax and postage). My cheque is enclosed.

Or, I choose to pay by Visa Mastercard Amex (please circle one)

Mail or fax to: 514-937-8765

Card number exp .../.../.....

Name

Address

City/Postal Code/Prov.-State

Studio 9, 9 Parkside Place, Montreal, QC, Canada H3H 1A7 Phone orders: 514-934-5433



Nancy Hinton

Nancy Hinton is a local chef and menu consultant, as well as the creative culinary genius at Les Jardins Sauvages—a unique restaurant 45 minutes outside of Montreal that specializes in cuisine designed around and featuring the many wild ingredients collected by her forager and-partner, François Brouillard, who is from a long family tradition of foragers, and is considered one of Quebec's leading experts on wild edibles. Her blog can be found at www.soupnancy.squarespace.com, and reservations at Les Jardins Sauvages can be made at 450-588-5125, www.jardins Sauvages.com.

Food

FORAY INTO FORAGING

The joy's of Quebec's wild, indigenous ingredients

The fiddleheads have been coming in by the potato sac this spring, officially kicking off the season of wild edibles in my kitchen at Les Jardins Sauvages. For those of you unfamiliar with Les Jardins, it's a food and restaurant partnership between myself and my forager-par-excellence partner François Brouillard, a foremost field expert on Quebec's wild ingredients. We're located just on the way to Rawdon—about 45 minutes drive from Montreal. We serve a terroir inspired cuisine to local gourmards and adventurous diners from all over on the weekends; the focus is on wild ingredients, game and the best local and artisanal Quebec products.

We've been blessed this year with enough wild greens to assemble a fantastic spring salad mix that includes live-forever, violet leaves and flowers, daisy, cat's tongue, spring beauty and linden. I have stinging nettle to make soup, day lily sprouts, some wild ginger and crinkleroot to play with too. We've spotted the first morels (still in the ground, properly guarded) but all in all—c'est parti! With the cooler over-flowing it's time to get infusing, pickling, drying, blanching and putting up, embarking on the oh so familiar, constant rush of the

growing season, which is all about trying to keep up with processing the pickings amidst serving customers.

This is also when menu planning becomes so engaging—even difficult because there is so much to work with. I launched an elaborate menu for May but my new recipe additions sing spring to another degree because we're finally really living it now. I was so inspired by my time in the woods for the first picks, and buoyed by all the green and the signs of the local abundance to come—spring is in definitely in my step! The first roadside stands selling local asparagus have appeared too, an essential part of spring, and I'm pumped because I'm done teaching, ready to devote myself to new creations for Les Jardins Sauvages.

François des Bois goes to the market!

As of Victoria day week-end (or la Fête des Patriotes), my accomplice in all things wild and edible (François) will be at Jean Talon market from Thursday to Monday selling his wild edibles. His stand will be next to the Cochon tout rond in the specialty aisle, and will have fiddleheads, wild spring mesclun mix (the greens mentioned above), edible wild flowers, eventually more greens and wild mushrooms (as they're in



François Brouillard with freshly picked chanterelles and chef Nancy Hinton eagerly anticipating a new creation.



season) as well as his 'new and improved' line of products (mustards, oils, salts, vinaigrettes, etc.) and flavoured butters. I might even make some soup and sous-vide dishes at some point that will be available there too.

Of course, it means more volume, work and organization, and that I need to be at the table champêtre all the time, but François loves the market; it's where he belongs (when he's not in the woods), and most importantly, more people will have easy access to wild edibles. Chefs can stop by and stock up. Generations of Quebecois can

rediscover the traditions and flavours of their ancestors in eating wild greens... And of course everyone can give their immune system a boost in the process.

François won't be selling anything that isn't abundant, or that he doesn't know where and how it was picked. Things like wild ginger and crinkleroot will not be available because although we use them, the government has them on their endangered list. François alleges that this is false (something that's very clear in our forest), and when picked properly (i.e. not pulling out the roots) these varieties actually prosper. But still,

he doesn't want to cause controversy or create a demand that would encourage the less-aware to go harvesting carelessly. In some cases, eating a species keeps it alive: in other circumstances, popularity can definitely be detrimental.

All things asparagus

André Cormier (our local guy) had his first asparagus out on May 9th, exceptionally early this year; normally they come after, not at the same time as the fiddleheads. But what an exciting time the first Quebec asparagus sighting is! Just about every night since I've eaten asparagus in some form. My favourite method with asparagus is sautéed in a hot pan (or grilled) with olive oil, then deglazed with a good balsamic or lemon, salt and pepper. Sometimes gratinéed with a hard cheese afterwards (like Valbert, Tomme de Kamouraska, Alfred de Compton, Piave or Parmesan) I also like it steamed or blanched with a bit of butter for a more 'au naturel' taste, maybe with a poached egg and tomato. Another option is having it accompanied by a vinaigrette with EVO, lemon zest and almonds, or yet another favourite is thrown into a sauté of mushrooms as they finish cooking. Now that the green is a given, I'll be moving on to Daigneault's white asparagus this week. ■

St Ambroise Fringe Festival hits 18

Sharman Yarnell

Once again, The Fringe Festival is serving up a cornucopia of stage delictables, with something for everyone. You might say this is art with no strings attached, art with no holds barred, where anything and everything goes. From dance to drag, drama and music, it has it all.

This is the 18th year of The St Ambroise Film Festival, a venue that allows artists from all genres to strut their stuff. What makes it different

from other festivals with staged productions is that the shows have no artistic direction – the artists are selected by lottery and there is absolutely no censorship. You must, therefore, carefully read the descriptions of the shows if you don't wish to be insulted, singled out in the audience, or if 'language' upsets your digestion. One of the best things about the Festival is that the cost of the tickets is kept at a minimum and

all the money is fed back to the artists working in the productions.

The beginnings of all Fringe Festivals go back to 1947 when artists in Scotland felt excluded from the prestigious Edinburgh Festival – so they created their own venue. It wasn't long before it became known at the "Festival Fringe". From that, came the numerous other "Fringe Fests" over Canada and the United States. The very first festival in

Montreal was held on St Laurent Boulevard in 1991. It has now become a yearly event, drawing visitors and performers from near and far. Last year, over 55,000 people attended the indoor and outdoor venues.

This year, it boasts 90 performance companies from eight different countries as well as Canada and the United States, culminating in 700 performances. Most of the shows are between 30 and 60 minutes in length and are situated in the east end of the city, allowing the 'fringer' to hop from one show to another.

The theatre shows run from productions geared to the baby-boomers, with shows featuring comical mishaps of females in menopause and beyond with 3 Old Bags and 64 and No More Lies, to Balls, a look at testicular cancer. Then there's Degrassi: the Musical, based on the popular television series of the late 80s. There is also the more serious look at the frailty of life with Beth, a take-off of Shakespeare's MacBeth, about a woman seeking revenge when she discovers that the

man she loves has another life.

Perhaps it's comedy, dance, or a combination of both you prefer. There's everything from the hilarious one-man hit, The Official Napoleon Dynamite Dance Class, a one-woman show/cabaret featuring Marysia-Siren from England with Find Me a Primitive Man, or Shoshinz and Cherry Typhoon from Japan with a promise to "dazzle you with hilarious stage antics without any words but with voices, bodies, and magical souls". And veterans of past Fringe fests, T.J Dawe and Greg Landucci, return this year with their hit, Dishpig, a story of "scrubbing and scraping dishes until your arms fall off".

Whether it's dance, stand-up comedy or conventional theatre (what am I saying – there's nothing conventional about The Fringe Festival!), there is something to tickle the fancy of everyone who simply enjoys being entertained.

The St Ambroise Fringe Festival is on until June 22. You can find all the listed shows and different venues on www.montrealfringe.ca ■

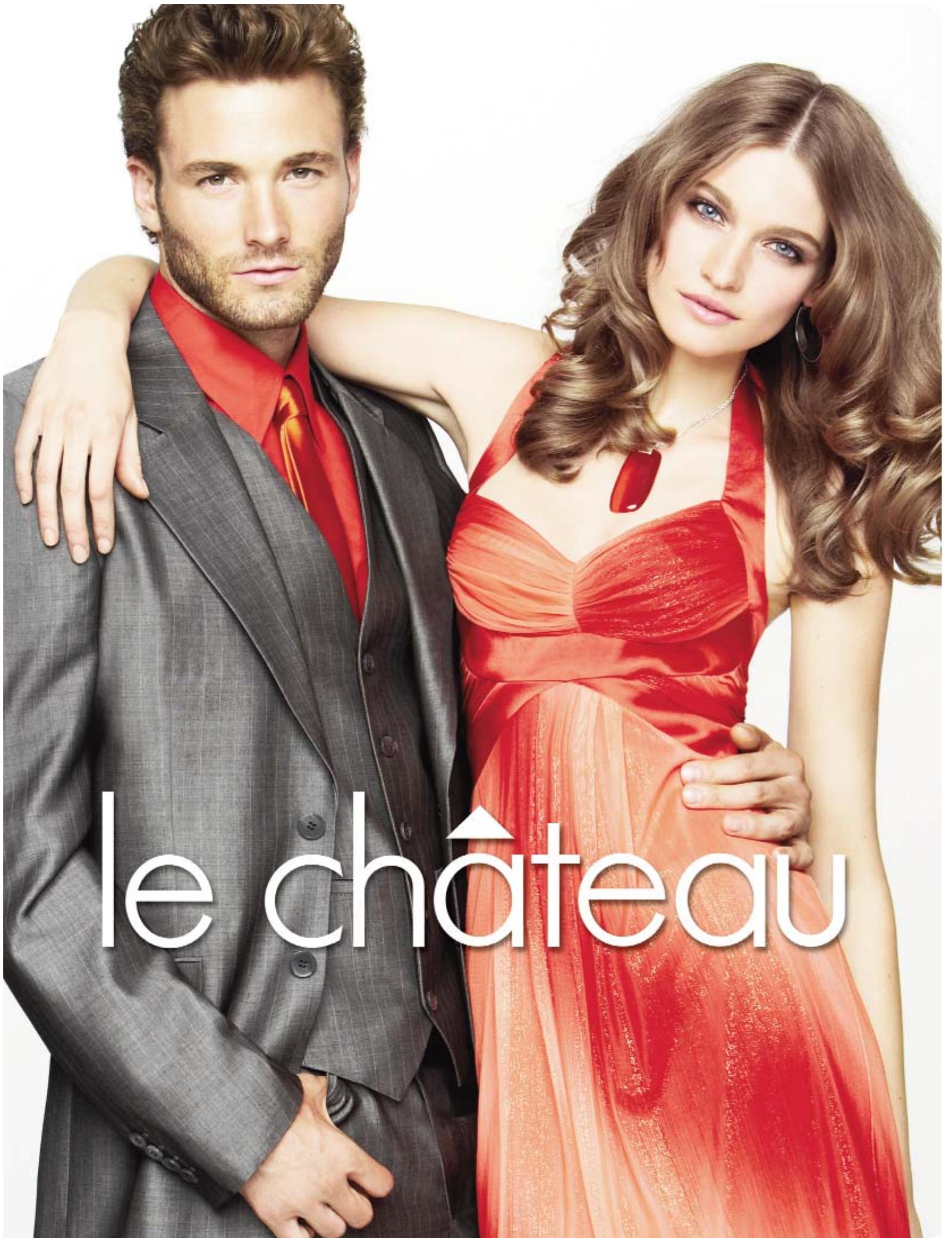
DP
Double Parked

GESTION DE STATIONNEMENT
PARKING MANAGEMENT

Lorenzo LoPresti
V.P. Operations

5325 Jean Talon est, suite 202
St. Léonard Qc. H1S 1L4

Tél: (450) 449-5515
Fax: (514) 721-3851



le château